N°2 Prix libre Avril 2010

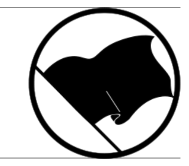
Pavillon Noir

" Partout où il y aura le pouvoir des uns sur les autres, il n'y aura pas de liberté mais l'oppression des uns sur les autres. C'est pourquoi le pouvoir doit être détruit... "

Léon Tolstoï



Journal apériodique du groupe Pavillon Noir
Fédération anarchiste de la Vienne
-
Ouvert à toutes les bonnes volontés libertaires
Contact : f.anar.86@gmail.com



Piratons le Capital !

Ce cANARd aime la compagnie, confiez-le à vos amis.

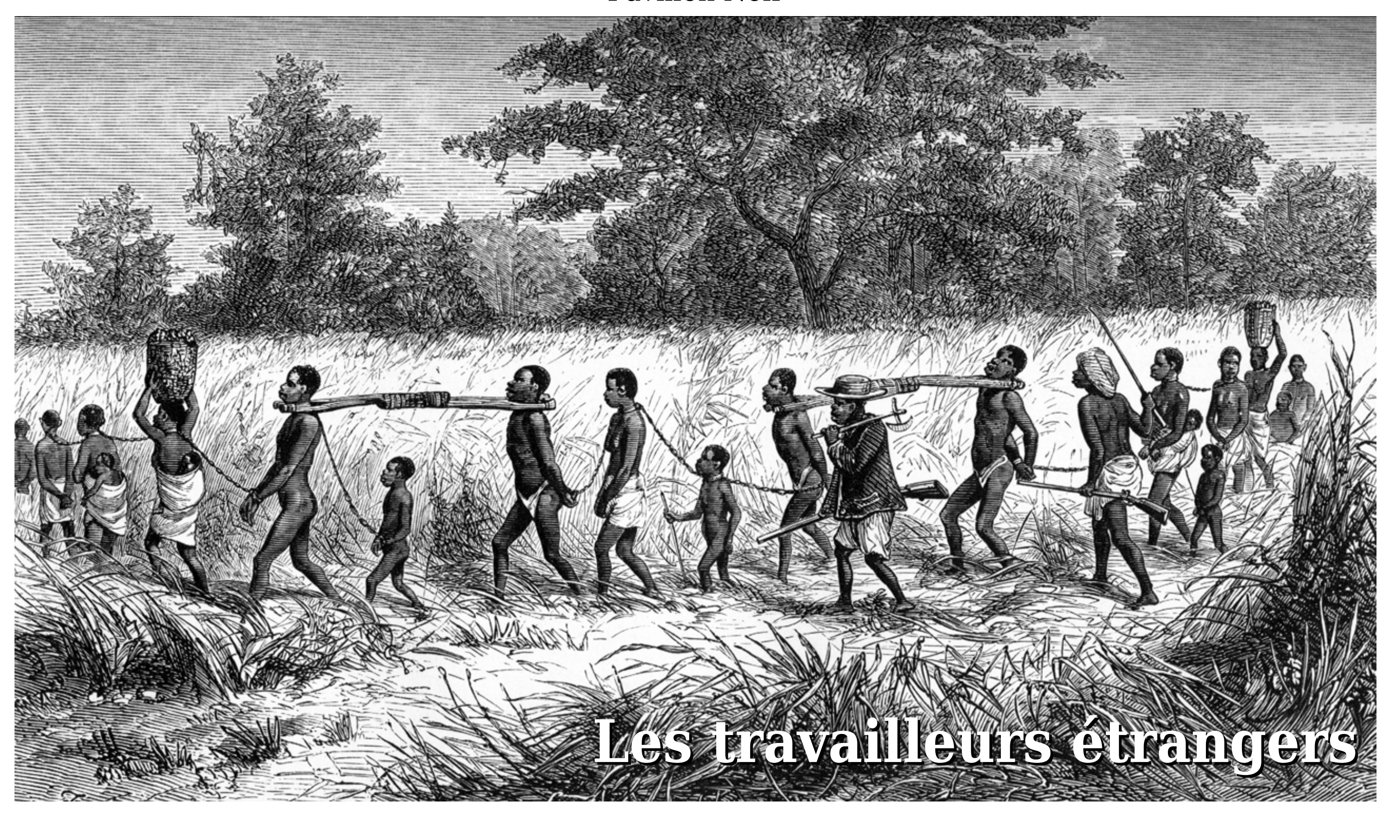


Fig.1 Le rôle positif de l'immigration choisie.

Les faits

Début janvier, le Préfet de la Vienne a décidé de bloquer l’entrée en France d’une trentaine d’ouvriers tunisiens. Le groupe suédois Autoliv avait, pour sa part, décidé de faire venir ces salariés en renfort dans son usine Isodelta (production de volants) domiciliée à Chiré-Sur-Montreuil (Vienne) suite à un incendie dans ses bâtiments la veille de Noël.

Les médias nous informent que c’est en application de la loi du 24 juillet 2006, dans sa partie relative à l’introduction de travailleurs étrangers sur le territoire français que le Préfet et son secrétaire général ont demandé au consulat de France à Tunis de ne pas délivrer de visa aux salariés du groupe.

Cette loi cadre en effet la procédure d’introduction consulaire des travailleurs étrangers en France.

Mais cette procédure est la seule à ne pas dépendre de l’avis préalable de la préfecture...

Elle est en effet instruite par l’inspecteur du travail de la direction départementale du travail, de l’emploi et de la formation professionnelle où l’entreprise est établie. La direction du travail, après avoir instruit la demande au regard du code du travail et du code des étrangers transmet, après avis favorable, la demande à l’OFII qui, à son tour, adresse aux services consulaires une demande de visa d’entrée en France du futur salarié au titre du travail.

L’une des conditions à remplir par l’employeur pour que sa demande d’introduction d’un travailleur étranger soit acceptée est que la recherche effective d’un salarié à proximité (c’est-à-dire en France et/ou dans son département), notamment par la publication pendant 5 semaines d’une annonce au Pôle Emploi, soit insatisfaisante.

Mais l'employeur peut aussi avoir recours à une procédure de mobilité intra-groupe qui lui permet de faire venir un salarié de son groupe - généralement implanté au niveau international comme c'est le cas pour Autoliv - pour ses compétences spécifiques qu'il pourra investir dans l'entreprise du groupe en France et qui s'avèrent nécessaires à l'entreprise à un moment donné ou de manière durable. Dans ce cas, la condition de recherche d'un salarié « local » disposant de compétences similaires ou tout au moins proches, à condition de prouver la spécificité des compétences requises au sein de l'entreprise, n'est plus imposable.

On peut légitimement se demander pourquoi la Préfecture a refusé l'entrée en France de ces salariés. La question est d'autant plus entêtante qu'on se sait manipulé par les pouvoirs politiques en place et leurs sbires les médias.

Le Préfet nous fait savoir par voie de presse que l'entreprise avait licencié l'an passé une centaine de personnes environ. Il semblait inadmissible qu'elle décide de faire venir des salariés tunisiens du groupe alors que la population locale manque cruellement de travail en ces temps de « crise économique ». C'est pourquoi, n'ayant pas été consulté au préalable avant la demande d'introduction de ces travailleurs, il en a décidé ainsi. Seulement, la préfecture n'avait pas à émettre d'avis. Au mieux, devait-elle être simplement informée de l'instruction du dossier. En outre, la préfecture de la Vienne, déjà connue pour ses positions très dures à l'égard des immigrés, semble poursuivre cette logique de chasse systématique aux immigrés, au-delà même de ses frontières !

Finalement, la question n'est pas de savoir si la préfecture a eu raison ou non de bloquer la venue en France de ces salariés. La question est de savoir quand l'Etat français cessera de considérer les populations migrantes comme une force de travail exploitable et corvéable à merci.

Il ne s'agit pas d'enlever le pain de la bouche des gens. Il s'agit de cesser immédiatement de traiter des êtres humains de manière indigne, comme des objets malléables à valeur marchande. Certes, la presse locale nous annonce une « bonne nouvelle » : 80 intérimaires ont été embauchés à Isodelta, en lieu et place des 30 salariés tunisiens qui devaient venir ! Soit presque le triple des effectifs envisagés initialement. Les charges salariales (cotisations sociales pour les intérimaires et charges patronales pour l'employeur) seront reversées dans le système de cotisations national, et plus largement redistribuées dans l'économie locale et nationale si chère aux patrons et à l'Etat. C'est au moins ça de pris ! Mais ça ne résout pas la question de fond.

Analyse de fond

Même si personne ne peut y croire (au vu des atteintes de plus en plus atroces et de plus en plus violentes portées à la dignité des êtres humains que sont - rappelons-le ! - les immigrés), il n'est pas anodin que la loi d'introduction des travailleurs étrangers en France ait ainsi été appliquée si promptement. C'est quelque chose de bien pire qui se prépare ! Sous couvert d'une crise économique mondiale d'ampleur, c'est une forteresse d'État, néo-impérialiste, qui est en train de se construire.

En effet, Eric Besson projette, cette année, de durcir encore davantage les lois relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France. La loi sur les mesures d'éloignement (aide au retour volontaire, aide au retour humanitaire, sans papiers soumis à une mesure d'expulsion) est d'ailleurs sur le point d'être modifiée de sorte qu'elle transgresse une fois encore la séparation des pouvoirs institutionnels en limitant le rôle du juge des libertés et de la détention, a priori garant des libertés fondamentales, lequel ne sera saisi pour avis sur le maintien en détention dans les centres de rétentions administratives que 5 jours après la mise en rétention.

Alors que l'immigration professionnelle est promue au rang de catégorie hautement symbolique de la nouvelle politique d'immigration choisie de la France, il est évident que l'immigration professionnelle en France a vocation à devenir un « *brain drain* » européen.

Mais, pour tous, le travail, et plus précisément le salariat, est malheureusement devenu le pivot de notre société. Pour subvenir à nos besoins, nous devons quémander du travail aux entreprises, aux actionnaires, à l'État, et nous en estimer heureux car tous les entrepreneurs de l'économie, que l'ont doit considérer comme nos « pères » symboliques, nous ont apporté le confort de notre société moderne ! Nous sommes bel et bien muselés par ce système capitaliste qui délimite nos moyens de subsistance afin de mieux nous exploiter et mieux nous maîtriser ! Mais le salariat ne doit pas être uniquement envisagé, dans les possibilités qu'il apporte, des points de vue du pouvoir d'achat, du produit intérieur brut, du syndicalisme ou du code du travail.

Son effet se répand dans toutes les sphères de notre société : dans nos modes de relations sociales, dans nos vies privées, dans nos rapports à la santé, tout bonnement dans notre rapport à nous-mêmes.
C'est dans ce cadre-là qu'il faut envisager la lutte des immigrés en situation illégale d'emploi et celle des immigrés en situation légale d'emploi.

<u>La lutte des travailleurs sans papiers en vue de leur régularisation en dit déjà long sur l'exploitation de cette main d'œuvre</u>.

Il ne faut pas oublier que c'est toujours, dans ce cas, l'employeur qui a tout à y gagner. Quand il se voit pressé par la préfecture de vérifier les papiers et les autorisations de travail de ses employés, s'il s'aperçoit alors que ces derniers ne sont pas en règle (soit leur titre de séjour est périmé soit ils n'ont effectivement jamais eu aucun papier), il se voit contraint de demander une autorisation de travail à la préfecture, en lien avec la direction du travail, pour chacun des salariés concernés.

Dans l'idéal, les choses pourraient être simples en l'état. La préfecture et la direction du travail n'auraient qu'à donner leurs accords puisque si, comme l'illustre le cas des techniciens de surface d'ISS en région parisienne, l'employeur a embauché ou eu recours à ces personnes pour occuper ces postes, c'est qu'il en avait effectivement besoin. Soit que lesdits postes n'étaient pas pourvus par d'autres car jugés trop dégradants ou dangereux, soit que l'employeur a préféré embauché au noir en sachant qu'il ne respecterait pas les droits des travailleurs au regard du code du travail. Dans l'idéal, ce serait si simple ! Mais non…

Disons le franchement : c'est un cercle vicieux ! Pour avoir de quoi manger et avoir des papiers, les immigrés sont prêts à accepter les travaux des bas fonds de notre pyramide sociétale. Ils savent pertinemment que leurs heures supplémentaires ne seront pas payées, qu'ils seront exposés à des dangers (produits toxiques, absence de couverture sociale, etc). Mais il faut bien vivre !

De son côté, l'employeur sait qu'ils ont besoin de travailler puisque toutes les autres portes leurs sont fermées et qu'ils ont besoin de contrats de travail pour justifier de leur stabilité auprès de la préfecture. Puis, à long terme, beaucoup envisage la carte de résident... Tout un pan de leurs droits sociaux auxquels ils peuvent prétendre leur sont niés, en plus d'être déjà largement stigmatisés, parqués dans des quartiers où la mixité sociale n'existe pas...

Ainsi, quand un employeur « découvre » que ses salariés sont sans papiers, il doit décider de monter ou non un dossier de demande d'autorisation de travail alors que, parallèlement, la préfecture analyse au cas par cas (et non de manière groupée !) le droit au séjour. Seulement, dans la plupart des cas, comme ce fut le cas pour les salariés de Buffalo Grill, l'employeur s'est rétracté ou a tardé à se décider car le montant par tête de la taxe employeur à verser à l'État par le biais de l'OFII est faramineuse pour une entreprise qui se maintient tout juste en équilibre financier. Mais le dépôt d'un dossier complet à la direction du travail par un employeur n'est pas du tout une garantie pour obtenir un titre de séjour.

C'est pourquoi le sujet de la régularisation des travailleurs sans papiers est si houleux : les enjeux politiques et financiers sont de taille pour le pouvoir institutionnel et les entreprises.

Encore une fois, les êtres humains ne sont considérés que dans leur valeur « marchande ». C'est inadmissible ! L'État fait la chasse à l'économie informelle, aux étrangers en période de « crise » mais jamais, au grand jamais, il ne sanctionne un employeur-voyou !

Quant aux immigrés pourvus d'une carte de séjour délivrée au titre du travail, on pourrait les croire soumis aux mêmes règles que n'importe quel bon citoyen français ! Certes, un immigré est soumis aux aléas du marché du travail, aux fameuses « crises économiques » auxquelles le pouvoir d'Etat veut régulièrement nous faire croire pour mieux accepter les ajustements conjoncturels de l'économie à son avantage...Mais il est surtout soumis, tous les ans, au renouvellement de son titre de séjour et, perpétuellement, à l'obligation de se trouver en situation d'emploi pour que ce renouvellement soit accepté ou prouver, comme devant un tribunal, qu'il est docile et qu'il dispose « déjà » d'une promesse d'embauche...C'est comme une épée de Damoclès qui plane constamment au-dessus de sa tête.

Conclusion

Comment une société qui se targue d'être « moderne », « civilisée », « à col blanc » peut-elle ignorer cette infâme vérité qu'est l'usage d'êtres humains, par l'exploitation de leur force de travail, par l'atteinte à leur vie privée, par la privation de leurs droits à la dignité ?

L'exploitation de la main d'œuvre étrangère, et ses formes les odieuses, est pourtant une rengaine est veille comme le monde. Chaque fois qu'un pays capitaliste est « en crise », ce sont toujours les mêmes injonctions des autorités politiques de faire un peu de places aux autochtones dans les entreprises…Pourtant, cette force de travail-là, personne ne rechigne à l'utiliser pour dynamiser l'économie capitaliste en période de croisière.

C'est une superbe hypocrisie !!! Comme si l'Etat ignorait que le recours à la main d'œuvre mal payée, corvéable à merci, sans droits, sous la menace constante de se trouver dans l'illégalité, de se faire contrôler, de subir la xénophobie sociale et le racisme institutionnel, est une pratique vieille comme le monde… Pratique ô combien dégradante, impérialiste et raciste à laquelle l'État n'a pas encore voulu mettre fin, parce que ça l'arrange. Sans doute, notre héritage colonialiste continue-t-il à flotter au-dessus de nos têtes comme un fantôme éternel et entêtant. Jusqu'à quand ?

L'État fait perdurer cette exploitation en inscrivant dans ses textes de loi sa domination sur les étrangers. En effet, au sens pénal du terme, "*sont considérés comme étrangers les personnes qui n'ont pas la nationalité française, soit qu'elles aient une nationalité étrangère, soit qu'elles n'aient pas de nationalité*" (artice L. 111-1 du Code pénal). Or, un immigré « *est une personne née à l'étranger et qui vient séjourner et travailler dans un pays* ». L'échafaudage sémiotique des politiques en place autour des immigrés est plus savante et plus perverse qu'on l'imagine ! S'il est vrai que l'enjeu concerne l'obtention de papiers dans les luttes de soutien aux sans papiers, il faut aller plus loin et reconnaître le côté factice de ce bout de papier ! C'est aux droits et à la dignité humaine qu'il faut veiller, sans cesse et sans relâche !

Ni patrie ni frontière !!! Nous sommes tous des immigrés !!!

Ringue Denial

(source : Gisti)

Sommaire



La question des retraites



« Du berceau au tombeau, vive la grève ! »

Après avoir imposé, non sans douleurs, la durée de cotisation des travailleurs du secteur privé en 1993 (qui était passée de 37,5 à 40 annuités), la droite s'était pété les dents sur les grèves de 1995, lorsqu'elle avait tenté d'aligner la durée des cotisations de retraites dans le secteur public. Elle n'y était parvenue qu'en 2003, après un passage aux forceps, à grands coups de « les fonctionnaires sont des privilégiés c'est pas juste ». Pour augmenter la durée de cotisations plus avant, il fallait démolir le verrou des régimes dits « spéciaux ». Ce fut chose faite en 2007, à grands coups là encore de « les cheminots c'est que des privilégiés fainéants c'est pas juste ».

L'État suit son plan de vol et annonce donc aujourd'hui, comme prévu, le passage à la vitesse supérieure, en proposant l'allongement des durées de cotisations. À 62, voire 63 ans d'abord - histoire de se mettre en bouche, certains députés ne cachant déjà plus leurs fantasmes d'aller plus loin.

L'argument-ritournelle qu'ils nous servent : les Français sont intelligents et responsables, ils comprennent bien que puisque nous vivons plus longtemps qu'autrefois, la part des retraités dans la population globale augmente ; et que, par conséquent, ce qui est produit par les actifs ne suffit plus à verser des allocations de retraite suffisantes. Il faudra donc travailler plus longtemps, jusqu'à 62, voire 63 ans (et ce n'est sans doute qu'une mise en bouche). Le mot tourne en boucle : c'est « mathématique » . Ma-thé-ma-tique on vous dit ! Inéluctable.

Tout aussi inéluctable, le positionnement du PS, qui au nom du refus de « l'immobilisme » n'en finit plus de relayer le discours capitaliste en mode vaseline. Le PS donc, évoque la possibilité d'un allongement de la durée des cotisations, par la voix de Martine Aubry.Oui, la même qui, lorsqu'elle était ministre au pouvoir, avait offert au patronat, contre 35 heures (qui n'existeraient dans les faits), la flexibilité, l'annualisation, la régression des salaires, l'accroissement de la productivité, sans compter les défiscalisations et les subventions à coups de milliards.

En remettant ensuite, dans les faits, la durée hebdomadaire du temps de travail, le (qui pleure sur les 35 heures mais avait pourtant signé ces accords à juteuses contreparties, rappelons-le) a depuis obtenu le beurre… et l'argent du beurre : ré-augmenter le temps de travail en défiscalisant les heures supplémentaires.

Pour le PS, foin d'immobilisme, reculons donc à toute vitesse - sur un siècle d'acquis de luttes sociales ! 'est ça la modernité, c'est ça le réformisme par étapes.

Quant au jaune Chérèque de la CFDT, il se montre sans favorable au dégoûtant projet, à condition bien sûr d'être invité au préalable à la table des affameurs, pour en discuter paisiblement (« - Vous reprendrez bien une louche de caviar ? »). Point besoin d'être Cassandre pour deviner la future posture des autres compères à coupe au bol des syndicats co-gestionnaires, rompus au spectacle de la râle ponctuelle, au contrôle et à la démobilisation des bases…. 2010 sera, à n'en pas douter, jonchée de nouvelles journées « pète un coup ça ira mieux », en mode chenilles processionnaires, accordées avec la régularité d'une soupape de décompression, par ces assassins des mouvements sociaux.

Tout contribue à convaincre le prolo d'un « consensus » chez tous les experts, politiques, économiques, syndicaux… Ces experts qui, rassurants, affirment vouloir sauver, comme Sarkozy lui-même le jure, le système par répartition. Parisot du Medef ne cache pas son bonheur un peu hébétée d'assister à la reprise en écho de ses fantasmes inavouables, par toute la caste des politocards.

Il est pourtant un fait têtu : partout où elle a été mise en place, l'augmentation de la durée légale de cotisations nécessaire à l'obtention d'allocations à taux plein… n'a pas augmenté la durée de travail réel, encore moins le montant des cotisations.

Bien au contraire, évidemment : elle n'a fait que réduire de fait… le montant des allocations de retraites, plongeant un peu plus nos seniors dans la même ère que nos jeunes.

À l'exception qu'ils n'ont plus l'énergie ni la volonté d'accepter les propositions faites par Police Emploi de récurer les chiottes chez Mc Do. C'est bien connu, les vieux ne savent décidément pas s'adapter (ils sont d'un autre temps).

D'une part, parce que les travailleurs les plus âgés sont épuisés par une cadence inhumaine, et des pressions managériales plus ou moins brutales, et n'ont souvent pas d'autre choix que de s'arrêter - quand ils le peuvent.

Faut-il rappeler que la France est, loin devant les autres géants de l'OCDE y compris États-Unis, Royaume-Uni et même l'Allemagne, le pays développé ayant la plus forte productivité horaire –juste après la Norvège ? La France n'est pas un pays de « fainéants »… rappelons au passage qu'on y travaille même en moyenne (malgré les 35 heures !) chaque semaine plus longtemps que dans l'Union européenne, et la plupart des pays dits développés (38 heures environ). Par contre, la France est l'un des plus gros consommateurs d'antidépresseurs… ah ces Français, toujours à râler, toujours à se plaindre.

D'autre part, parce que les personnes âgées, souvent plus coûteuses en termes de salaire, sont de plus en plus inactives… de fait. Ils sont les premiers à être victimes de charrettes de licenciements. Le chômage des seniors ne cesse d'augmenter, il explose avec la crise actuelle. Dans le cadre d'une flexibilité accrue et de la multiplication des licenciements, nos vieux ne retrouvent pas de travail… Ce qui a contribué à faire s'affaisser les allocations retraites de vingt points, de 78 à 58 %.

Décryptons un peu le sens de tout ce discours sur la nécessité prétendue d'augmenter le temps de travail. C'est vrai quoi, nous on croyait que les gains immenses de productivité, réalisés par les progrès technologiques et par la sueur de nos fronts et nos *nervous breakdowns*, devait servir plutôt à bosser moins longtemps, dans une société logique.

Si l'on veut vraiment être « mathématique », constatons qu'il existe en réalité trois leviers pour permettre de maintenir le système par répartition :

- Abaisser le niveau des retraites : ça, c'est déjà fait – alléluia, merci aux gouvernements,

- Allonger la durée des cotisations… mais pourquoi prôner une mesure qui fait chier tout le monde, alors qu'elle ne contribue pas à maintenir le montant des allocations de retraites !?

- Parce que les patrons, et leurs sbires merdiatico-politiques, et leurs complices spécialistes de la gestion de la contestation, veulent taire le dernier et le plus évident des trois leviers : l'augmentation des cotisations sociales.

J'entends déjà le contribuable grincer des dents ! Qu'il se renseigne : qui verse ces cotisations ? Tiens tiens : les cotisations ont encore le fâcheux défaut d'être en partie financées par le patronat, et même à part supérieure que le salariat.

Ce levier consisterait à prélever sur le capital une partie du financement des retraites. Contrairement aux autres leviers, celui-ci taxerait le capital au lieu du seul travail. Une broutille serait nécessaire pour revenir à 37,5 annuités pour tout le monde, même pas 0,35% du PIB annuel.

Mais que voulez-vous, plus c'est gros plus ça bouffe.

Il est un autre enjeu crucial, pour le capital : la question de la privatisation du système de retraites. En faisant le jeu de retraites de misère, il s'agit de pousser tous les travailleurs capables de mettre quelques maigres noisettes de côté, à les investir dans des fonds privés. Cet énorme gâteau des retraites fait baver les capitalistes, en quête de défrichements de nouveaux terrains d'investissement. Ainsi, on se fait manger les fruits de notre travail par le capital sur notre dos, et l'on devrait en plus refiler les miettes qui tombent, que le patron nous concède, au financement hypothétique de nos vieux jours !

Il s'agit ni plus ni moins, à terme, de convertir le système par répartition en système basé sur les fonds de pension privés.

Or ces fonds de pension peuvent se casser la gueule (comme aux États-Unis), et faire perdre à leurs « cotisants », à l'aube de la retraite, tout le fruit d'années de privations et d'économies.

Or aussi par principe, ces fonds de spéculation privés sont du vol, car une grande partie de ce qui est investi va au capital financier et ne retourne pas aux cotisants. Or enfin, ces fonds de pension ne rémunèrent pas leurs bénéficiaires par le montant total de ce qui est versé, mais par la spéculation financière, avec une course effrénée aux rendements les plus potentiellement juteux au casino de la bourse, mais aussi les moins sûrs. Les fonds de pension sont eux aussi à l'origine de la crise économique actuelle, car ils sont en partie responsables de la financiarisation structurelle de l'économie, et du massacre de l'économie utile et de l'appauvrissement généralisé du monde du travail.

C'est de cette taxation dont ne veulent ni le Medef, ni la droite, ni la gôche, tous au service du capital. Eux qui ont, tour à tour (y compris et même surtout sous la « gôche », sous Mitterrand puis sous Jospin, recordman des défiscalisations aux entreprises), œuvré à démolir le fondement du système par répartition, veulent aussi en finir avec la taxation du capital.

Or, à tous ces chantres du maintien du système par répartition, rappelons un fait historique. Après la Seconde Guerre mondiale, du fait du poids essentiel du PCF dans le CNR (Conseil National de la Résistance), le système par répartition a été mis en place, dans un contexte de crainte du patronat d'un basculement dans le communisme, avec des mouvements de grèves très radicaux.

En échange de la paix sociale et de la cessation des mouvements de grèves, le patronat s'engageait à reverser une partie conséquente de son profit prélevé sur les travailleurs, dans le financement de la Sécurité sociale (retraites, maladies, chômage).

Pour asseoir la légitimité du système basé sur l'exploitation, le profit et le capital, la gauche molle, la gauche stalinienne et de Gaulle le taxaient… en partie. Au début ça a marché, car la consommation était favorisée par cette taxation de principe. Ce furent les trente glorieuses.

Mais, en ne remettant pas en cause le fondement même du capitalisme, en laissant au capital l'entièreté de la décision économique et donc la décision politique, la concentration du capital au détriment de la rémunération du travail (qui est la nature même du capitalisme) était inéluctable. Pour cela, il fallait évidemment la complicité des pouvoirs. Complicité peu difficile à obtenir puisque de fait, la décision sur la production revenait toujours in fine au capital.

Cette participation des patrons exploiteurs à la solidarité avec les malades qu'ils fabriquaient, avec les chômeurs qu'ils fabriquaient, avec les retraités auxquels ils avaient volé vie, était la moindre des choses, même pour un réformiste… mais c'était trop cher payé pour laisser aux patrons le droit de continuer à accaparer les richesses, les moyens de production, d'échange et de distribution, la décision d'embaucher ou de licencier la masse salariale exploitée, produire des merdes inutiles et toxiques, condamner l'humanité au travail aliéné. Trop cher payé !

Le PCF a porté une grande responsabilité dans ce réformisme institutionnel, au sein d'un contexte de « réconciliation nationale ». En elle-même, la Sécurité sociale, si elle était alors une amélioration évidente des conditions de vie des travailleurs, contribuait de par sa nature même à engendrer une pérennité radicale du capitalisme (sans même parler de ce qu'elle est devenue pour la branche maladie - une vache à lait pour les lobbys pharmaceutiques).

Car cette illusion de possibilité de « solidarité patronale » au bien-être social a bien entendu volé en éclats, par vagues successives de défiscalisations, de niches fiscales, de dérégulations du travail, sans parler de détournements massifs de fonds publics par la voie de subventions au capital (essentiellement consacrées aux très grandes entreprises, vieilles amies des gouvernants de tous bords).

Nous, anarchistes, n'avons aucune illusion sur la gauche, de quelque nez rouge qu'elle se pare. Lorsque le capital est trop menacé, la gauche intervient pour étatiser la répartition capital-travail, et pérenniser le capitalisme, éventuellement même taxer le capital pour mieux le relancer par la consommation, de façon suffisante. Le keynésianisme est une carte du jeu capitaliste, au sens où il permet de sauver le pouvoir capital, en lui maintenant le droit de la décision économique… et donc politique. La gauche pérennise le capital en ne réclamant que quelques cacahuètes salariales (vite compensées par l'inflation et la hausse des prix).

Par ailleurs, tous les acquis sociaux ne se sont jamais obtenus que par des mouvements sociaux révolutionnaires, qui menaçaient d'abattre le capital. Jamais par des revendications partielles. C'est le couteau sous la gorge que les patrons ont lâché beaucoup, jamais quand on le leur demandait ou qu'on discutait de les taxer ! Historiquement, augmentations de salaires et concessions patronales significatives ne se sont jamais obtenues que par des mouvements radicaux de grèves dures et illimitées. Mouvements menaçant les appareils économiques, étatiques et syndicaux (1936, 1968…), qui ont toujours tout fait pour les étouffer.

L'extrême-gauche nous dit qu'il suffirait de revenir à ce système d'après-guerre, en termes de répartition des coûts, pour que la Sécurité sociale soit excédentaire de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Elle dit : « Taxons les patrons ».

Elle oublie que, dès qu'il est question de revenir à une plus grande taxation du capital, le Medef et ses sbires « libéraux » hurlent à la mort, appelant au chantage à la délocalisation. Alors même que c'est le capital qui a créé l'économie d'échelles, basée sur le jeu des différences de règlements étatiques à travers la planète. Le message est clair : « si vous nous taxez, nous partirons à l'étranger ». Le Medef, dont les adhérents contribuent à la misère mondiale et à l'exploitation croissante des pauvres par leur mise en concurrence à l'échelle du monde, ne nous fait ni plus ni moins que du chantage odieux par cet argument puant d'hypocrisie.

Le pire est qu'ils ont raison, parce qu'ils détiennent toutes les cartes de la décision économique et politique, que nous leur laissons en consentant à leur domination, par le vote politique, le vote syndical, élisant des représentants qui ne peuvent qu'avaliser le principe de base : la propriété capitaliste est sacrée. Quelle que soit la couleur des représentants !

Nous, anarchistes, avons un véritable discours rationnel et mathématique : nous savons ce que cache la volonté de faire travailler toujours plus, jusqu'à en crever, les travailleurs : c'est l'accumulation capitaliste, source de mort. Nous savons que l'augmentation des cotisations n'est pas souhaitée parce que le patronat refuse toute forme de taxation de son vol légal du fruit travail des gens. Mais nous savons aussi qu'il nous faut aller plus loin que taxer le capital.

Pour sauver les retraites, il faut que les retraités ne soient pas coupés du mouvement social. Ils saisissent d'ailleurs de mieux en mieux l'importance de prendre part aux interluttes comme en témoigne la manifestation nationale du 24 février 2010 qui a réuni plusieurs milliers de retraités à Paris et d'autres cortèges en province.

Les retraités sont eux aussi exploités, ils devraient avoir toute leur place dans les mouvements syndicaux. Ils sont considérés comme de simples consommateurs ! Paradoxalement, ne contribuant pas à la production par leur force de travail, les politiques se mordent régulièrement la queue en tentant d'apporter une définition juridique, économique et sociale à la catégorie des retraités. C'est sans doute la preuve actuelle la plus flagrante de la caducité de la valeur « travail » si chèrement prônée par l'État et les partis politiques. Mais il faut aussi comprendre que, sans en finir avec le capital, ces questions reviendront sempiternellement. Nous ne ferons pas l'économie d'abattre le capitalisme !

Et cela, cela signifie de cesser de faire ce que font les partis de gauche et de gauche extrême, à savoir réclamer de taxer le capital. Cela signifie de cesser de nous contenter de réclamer de meilleurs salaires ou de meilleurs revenus.

Cela signifie occuper nos lieux de travail, fédérer nos luttes, et décider ici et maintenant de ce que nous produisons et de comment nous voulons vivre ensemble. Cela signifie redevenir les maîtres des fruits de nos activités, libérées de la contrainte et de l'aliénation intrinsèques du profit capitaliste !

Cela signifie d'en finir avec le discours aberrant du pouvoir et des exploiteurs, qui nous disent que nous sommes incapables de rien comprendre à nos affaires quotidiennes, et à la gestion par nous-mêmes de nos activités ! Cela suppose d'exproprier les accapareurs des ressources énergétiques, des moyens de production, de distribution et d'échange ! Cette réappropriation indispensable de la décision économique suppose de ne rien concéder au système politique représentatif et délégatif, fondé sur l'aliénation du pouvoir.

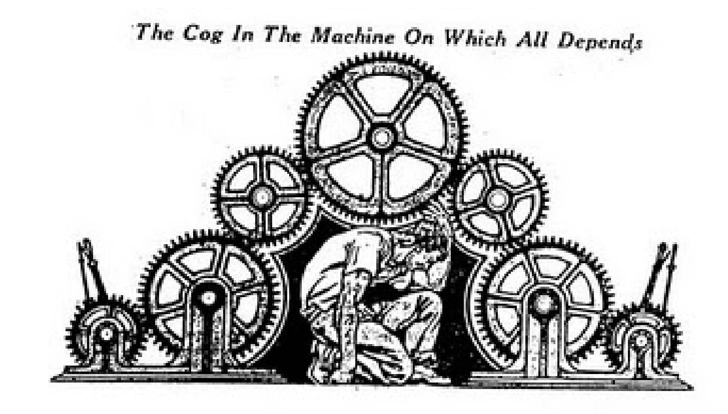
Ce n'est pas une utopie, c'est l'anarchie, moyen incontournable, et seul réaliste, d'en finir avec l'exploitation, la misère, la souffrance, l'exclusion, l'infantilisation et le contrôle de la société toute entière.

Nous nous préparons, par mille et une actions directes, par mille et une alternatives de vie, par mille et une fédérations de nos autonomies.

Créons nos propres vies, créons la société dont nous voulons, sans plus rien attendre de ceux qui veulent nous les voler.

Réapproprions-nous nos vies, nos décisions, nos activités. L'anarchie vaincra.

John Rackham



« Le rouage de la machine sur lequel tout repose »



Coup de gueule lycéen

Marre, ras le cul et ras le bol de la lutte lycéenne, beaucoup trop basée sur la « réforme ». On sait très bien que la réforme - qu'elle soit de Darcos ou de Chatel - donne le même résultat… « *école asphyxiée* », « *éducation nationale en danger* », bref je vais pas vous refaire le discours des différentes associations de profs, de parents d'élèves ou de syndicats qui chipotent sur les nouveaux programmes mis en place pour 2010, ou qui gueulent en manif' contre les suppressions de postes, mais qui ne parviennent jamais à des résultats concrets.

Si la lutte lycéenne se veut être efficace elle doit d'abord être autonome, arrêter de se faire porteuse des revendications des « politocards » de la vieille gauche sociale-démocrate et productiviste, sortir en masse dans la rue, bloquer, organiser des actions de désobéissance civile (Sarkozy n'a reculé que face à une forte mobilisation de plus en plus contestataire, pas devant des discours et des communiqués de presse), créer des TAZ (Temporary Autonomous Zone / Zone d'Autonomie Temporaire) par le biais d'occupations de lieux pour construire un modèle scolaire différent de celui du supplice de la chaise et du tableau noir.

La réforme et l'arrêt des suppressions de postes ne sont que des objectifs à court terme à atteindre pour éviter une aggravation des conditions d'études. Ces objectifs sont également ceux des vieux de la gauche - et de leur vieux monde - qui n'envisagent, à long terme, aucun changement concret du système scolaire actuel (et encore moins celui du système global), si ce n'est de proposer une réforme pire que celle-ci.
Le mouvement lycéen doit parvenir à se détacher du système d'organisation des vieux croûtons syndicalistes et de leur idées non-progressistes bonnes pour la casse (n'oubliez pas la prime qui va avec !).

Établir de nouvelles revendications et de nouveaux objectifs à long terme devient alors nécessaire pour que la lutte lycéenne puisse s'appuyer sur un mouvement de contestation permanent et parvenir à de véritables changements. Si, dès aujourd'hui, le mouvement lycéen ne s'émancipe pas du système d'organisation des vieux et n'établit pas de nouvelles revendications, c'est la chute assurée.

Alors organisons-nous en groupe affinitaire, en collectif ou en réseau. N'attendons pas l'appel à une manif nationale de je ne sais quel comité ou syndicat vendu qui n'aboutit et ne sert à rien, si ce n'est à servir de défouloir au bon peuple afin d'éviter l'embrasement général.

Je propose ci-dessous diverses revendications, faites en ce que vous voulez... Reprenez-les, supprimez-les, créez-en d'autres... Si un **mouvement étudiant/lycéen autonome** parvient à se mettre en place, la première chose à faire serait de définir ses propres revendications et objectifs, ensemble. Je n'apporte ici que des propositions et des suggestions, libre à vous de les prendre ou non.

Dirigeons nos luttes contre :

La malbouffe grasse, dégueulasse et cancérigène servie à la cantine par les grossistes et les distributeurs de l'agroalimentaire ainsi que les OGM et les AGM (animaux génétiquements modifiés).

Les expulsions des étudiants sans papiers, la politique d'immigration choisie, les centres de rétention, la xénophobie d'Etat, le fascisme et le racisme.

Le fichage et le flicage des élèves dès la maternelle, les lois liberticides et sécuritaires (ADN + caméra de surveillance).

La répression des mouvements sociaux et de contestation, notamment lycéenne, ainsi que les violences policières.

Le formatage citoyenniste de nos esprits, la démocratie représentative avec ses abus de pouvoirs et ses privilèges.

La présence des entreprises dans les écoles, les lycées et les universités, le modèle productiviste, la société de consommation et le salariat.

Notre considération comme future main d'œuvre spécialisée au profit des entreprises et du système économique.

Agissons pour :

Une nourriture de qualité, locale et biologique.

La solidarité et le partage des richesses entre les peuples (20% de la population mondiale consomme 80% des richesses !), l'égalité, la liberté de circulation et d'installation.

L'autogestion, la démocratie directe, la ré-appropriation de nos vies.

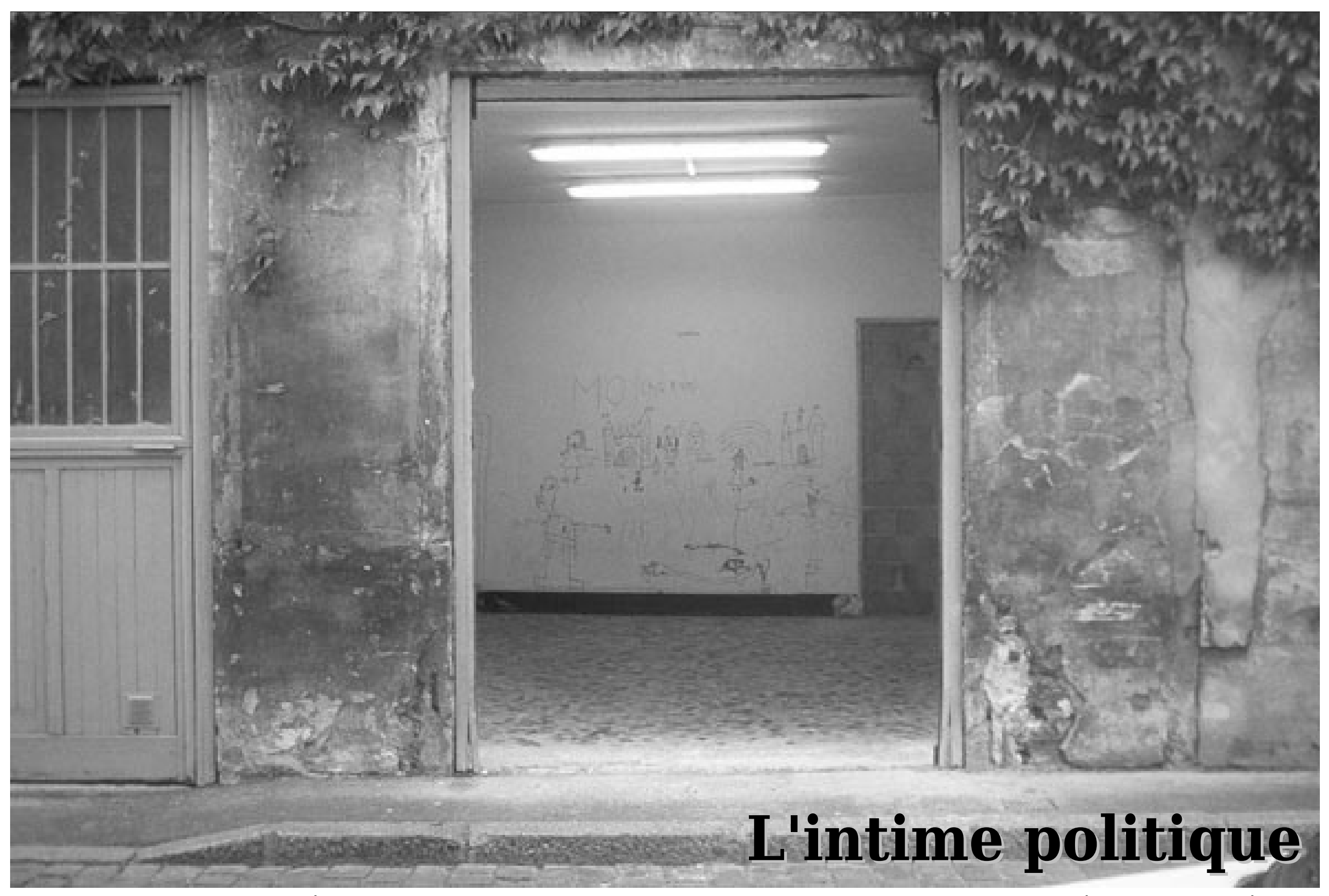
Une école émancipatrice du système marchand, l'apprentissage de la couture, de la cuisine, de l'agriculture etc.

L'épanouissement de chacun, la liberté de choisir sa voie selon ses goûts et non selon ses capacités productives scolaires (les notes).

Pour changer l'éducation, il faut changer la société !

L'anar de TAZmanie





Réalisation : suppression d'un mur donnant sur la rue et obturation des accès aux autres pièces.
Deux rampes de néons sont allumées en permanence. Aucune surveillance n'est exercée.
Les habitants du quartier se félicitent de l'initiative mais personne n'utilise le lieu ni ne le dégrade.

le magazine de l'homme moderne

La pensée de subordination, d'accaparation et de domination est inculquée très tôt, dès l'enfance, dès les premiers touchers, dès les premières sensations. Le nourrisson appartient à ses parents, est leur chose. L'enfant appartient à ses parents, l'instance décisionnaire et sacrée est le parent. Puis le prof. Puis le patron.

Dieu n'est plus… mais ses poils de barbe sont disséminés un peu partout, sous les cravates et la morgue de tous les gens convaincus de leur légitimité à commander et de leur devoir d'obéir. Et aussi dans ces nouvelles pratiques mystiques, sacralisées à toutes les sauces par la bouillie marchande, que sont aujourd'hui devenues l'amour, la parentalité, l'amitié, le sexe… et le rapport à soi.

Ces notions aux contours si flous, que la société du contrôle et de la psychologie de cuisine nous vend en boîtes, comme des fantasmes prémâchés, frustrants et castrateurs.

Comment s'étonner, alors que nous ne sommes éduqués que par la soumission à des êtres névrosés, que nous n'exprimions à notre tour notre besoin de relations humaines que par le balourd et névrotique besoin de dominer l'autre, de l'accaparer et de le posséder ? Que nous souhaitions accaparer et posséder l'autre, pour qu'il n'ait plus d'attention et de désir que pour nous ? Il nous semble qu'il n'est possible d'exister qu'ainsi, dans la dépendance la plus infâme.

Cette construction émotionnelle, sentimentale est profondément enracinée chez les individus, car elle est inculquée très tôt, dès la prime enfance. Elle est d'autant plus difficile à déconstruire.

La société enseigne à l'individu de sexe féminin qu'elle est une femme, et qu'elle doit obéir, tour à tour cajoler ou se taire, et toujours s'effacer devant l'homme. À l'individu de sexe masculin, qu'il est un homme, et que la vie est compétition, ambition, conquête de l'autre, et qu'il doit toujours soumettre pour ne pas être soumis. Au parent qu'il doit être parfait pour son enfant, tout en exigeant la perfection de lui. La société apprend que la sexualité est performance spectaculaire, que l'amour est privatif (« veux-tu devenir ma propriété privée ? – oui je le veux »), que l'amitié est un club de thérapie de groupe, que la parentalité est du management.

L'anarchisme ne peut rejeter la sphère privée au privé. Parce qu'il n'y a rien de plus politique que le privé. Ne serait-ce que parce que la séparation du privé et du public est une construction factice. Le pouvoir social manipule la sphère privée. Il emmaillote l'individu. Ainsi l'agressivité individuelle engendrée par la violence du système peut être disséminée, atomisée, canalisée, au lieu de se retourner contre lui.

Entretenir la chape de plomb sur les questions de la sphère privée, familiale, amoureuse, amicale, sexuelle - les montrer comme refuges imperméables à la sphère publique et politique, interdire le débat à ce sujet : c'est une nécessité pour le pouvoir.

D'une part, parce que le privé peut alors servir de soupape à la violence sociale structurelle du système.

Les tensions inhérentes aux modes de production économique et de contrôle social peuvent trouver un exutoire, un soulagement, dans l'écoute et la solidarité des proches ou des amis virtuels, qui permettent l'épanchement de ces souffrances ; ça ne coûte rien au pouvoir !

Au contraire cela aurait même tendance à l'enrichir, grâce au contrôle marchand de la communication.

Mais aussi, et surtout, le salarié qui s'en est pris plein la gueule durant plusieurs heures, pressuré par l'impératif du profit qui structurellement l'exploite et l'aliène à chaque instant de sa vie productive, peut rentrer chez lui perpétrer une violence qui le défoulera : à lui qui macère son fardeau émotionnel plus ou moins conscient de colère, de dégoût, de dévalorisation de lui-même, du sentiment confus de n'avoir pas fait les choses comme il l'aurait vraiment souhaité, la famille offre le cadre d'un défouloir anonyme, secret, privé et donc d'autant plus brutal, avec son cortège d'engueulades stériles, d'humiliations réciproques, de soumission, de viols, de coups… et parfois de meurtres.

Privatiser l'intime, le détacher de la réflexion politique, c'est aussi mieux contrôler les individus de l'intérieur. Les rapports sentimentaux entre les humains sont tout à fait hérités, transmis, et en permanence ré-assénés par le pouvoir. La sexualité n'y échappe bien évidemment pas. Les canons publicitaires, qu'ils soient moraux ou branchés, de la beauté, du désir, de la sexualité, de l'amitié, qui semblent si intimes, si spontanés, ne sont guère qu'un héritage comme un autre de l'environnement familial, social… tissé par le pouvoir politique et marchand, qui charrie désirs, fantasmes, frustrations, consommation, dominations, solitudes.

À une certaine époque où le peuple était écrasé d'épidémies, de disettes et d'impôts, et grattait la glèbe sous le soleil, et où produire une descendance était une nécessité vitale pour subvenir aux aléas de la maladie et des vieux jours, le désir masculin intime devait se porter sur des corps ronds, replets, grassouillets et blanchâtres, signe de corps supérieurement nourris, oisivement reclus et nourriciers, signe de richesse, de domination sexiste, et donc de domination sociale.

À présent que graisse et sucre abondent, et que la domination sociale s'exprime à travers les dépenses coûteuses de l'entretien obsessionnel et hygiéniste du corps, ainsi que du tourisme, la femme sans kilo en trop, un brin hâlée, est devenue la règle du désir masculin intimement imposé.

Malgré la « libération sexuelle » et le lucratif marché de la pornographie, l'hétéro-norme et le couple se maintiennent comme impératifs sociaux, tant la gestion privée des enfants est un marché lucratif durable (des couches absorbantes aux gadgets numériques, en passant par les monceaux de jouets sexistes et autres modes ruineuses).

La domination n'est pas qu'une contrainte imposée ; c'est un véritable logiciel dupliqué en chaque individu, et entretenu plus ou moins consciemment par chaque membre de la société.
Pour l'anarchisme, qui refuse toute forme de domination, de contrainte des individus par d'autres individus, les relations émotionnelles quotidiennes entre les humains ne sont pas une question à dédaigner. Bien au contraire, la vigilance anarchiste y trouve là son champ d'attention essentiel, principal, quotidien.

C'est en introduisant de nouvelles modalités de rapports humains, en montrant par l'exemple combien elles sont libératrices et épanouissantes, que l'anarchiste transforme aussi la société. L'anarchiste se cherche pour mieux comprendre l'autre, critique pour mieux écouter l'autre. Il convainc de la valeur de sa désobéissance en refusant de commander à l'autre. Il aime tant sa liberté qu'il ne conçoit pas que celle-ci puisse se faire sans celle des autres. Il montre que la différence assumée peut vaincre l'indifférence, que la « liberté des autres étend la mienne à l'infini », au lieu de la limiter.

Notre réflexion n'est pas celle qui consisterait à fliquer le comportement des autres, leur sexualité, leurs désirs. Il ne s'agit pas d'adopter une forme d'avant-gardisme de la relation aux autres. Il s'agit de partir de ce qui en nous-mêmes est violent, dominateur, accapareur et aliénant pour l'autre dans nos façons de l'appréhender, et de voir combien nous sommes aussi capables de nous soumettre à la violence, à la lâcheté, au mensonge et à la jalousie. Il s'agit de nous observer, pour constater que dominer l'autre est épuisant, et aussi pénible que lui obéir. Il s'agit de trouver des solutions plus épanouissantes pour nous-mêmes, et ainsi de nous ouvrir aux autres.

Il est alors possible, y compris dans la lutte, devant quelqu'un ayant un rapport violent à nous ou à d'autres, de développer une attitude d'autant plus efficace et radicale que sereine et déterminée.

La propagande par le fait, c'est aussi montrer au quotidien que le conflit est d'autant plus efficace qu'il rejette la violence.

John Rackham

Méthodes et astuces pour cultiver un jardin ou un champ biologiquement

Comment éviter que les limaces et les puces ne dévastent vos choux fourragers encore fébriles à l'automne ?

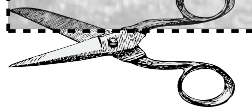
Semez une proportion d'un quart de colza en même temps que les choux. Les limaces et les puces préféreront déguster d'abord le colza, plus appétant pour elles. Vos choux auront alors le temps de prendre de la vigueur.

Vous n'avez pas mis de pesticide et vous avez respecté la biodiversité.

Post Scriptum : Les choux fourragers sont, comme leur nom l'indique, à destination de fourrage pour les animaux mais sont aussi un régal cuits à la vapeur avec carottes, navets et patates...bon appétit !

Méthode pratiquée par un éleveur bio en Deux-Sèvres.

Stokoï



Fiche pratique à découper, suivez les pointillés (ou pas).

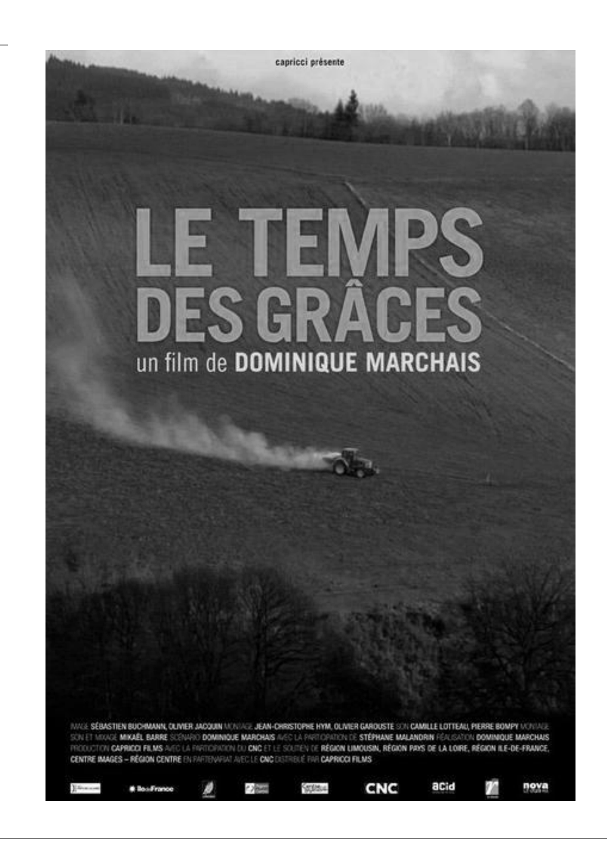
Le temps des grâces

Ce film pose des questions existentialistes sur l'agriculture actuelle. Le réalisateur, Dominique Marchais, donne la paroles à des agriculteurs, des chercheurs, des économistes, des agronomes, des écrivains, des agriculteurs retraités... Ils portent un regard sur le passé, le présent et le devenir de l'agriculture. Ce documentaire explique les choix de tous les acteurs de la filière sans jamais accuser. Il reste donc particulièrement objectif et argumenté.

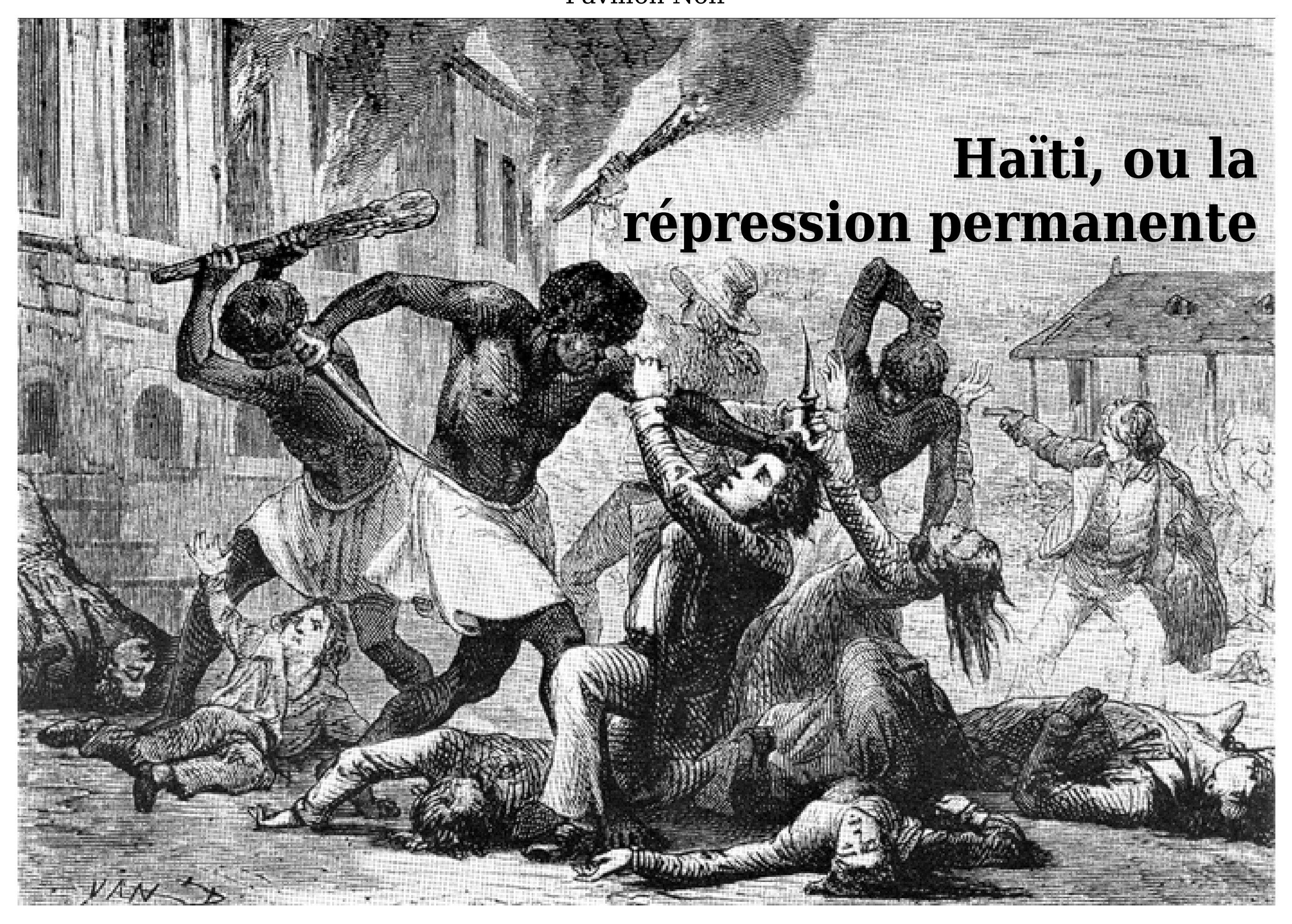
Les intervenants y remettent en cause la propriété privée de la terre agricole, l'uniformisation des produits, l'enseignement agricole, l'hypocrisie avec un monde citadin qui ne veut pas se poser la question agricole, le marché avant le bon sens, les intrants chimiques dans les agro-systèmes, les politiques agricoles...

Un film à voir pour tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à l'agriculture évidemment mais aussi à ce qu'ils mangent, au paysage, à l'Homme et à la philosophie

Stokoï



Haïti, ou la répression permanente



« Et gare à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront... »

Après le terrible tremblement de terre, on a pu entendre parler de la « malédiction » d'Haïti. Le pays dont l'image d'Epinal était déjà devenue la préparation des galettes de boue (c'est l'un des plus pauvres de la planète) a en effet en partie été dévasté par cette catastrophe.

Pleurons, envoyons nos dons, suite au prochain numéro.

Hormis le fait que soit occultée la richesse immense de la culture haïtienne, ce discours fataliste sur la pauvreté d'Haïti nous semble répugnant. Il est tout aussi insoutenable que celui tenu, aux relents tout aussi racistes, sur la fatalité de la misère en Afrique. Il occulte en effet l'immense responsabilité des pays occidentaux dans la misère du pays.

Rappelons quelques faits, quelque peu dérangeants pour les tenants de l'identité nationale, et bien étrangement absents de nos manuels scolaires.

A la veille de la révolution française, Haïti est le grenier de la France. L'esclavage de dizaines de milliers d'Africains déportés par la France sur l'île permet à la bourgeoisie française de s'enrichir de façon considérable. Or, ce sont les Haïtiens qui les premiers abolissent l'esclavage mais aussi le pouvoir de la bourgeoisie, par une révolution radicalement expropriatrice, et des combats acharnés et exemplaires (emmenés notamment par Toussaint Louverture).

La convention est contrainte de proclamer l'abolition de l'esclavage en 1794 - abolition qui ne sera hélas pas réellement suivie d'effets ailleurs aux Antilles.

Une délégation haïtienne envoyée à Paris propose le pardon et le retour des colons blancs qui ont fui en France. La délégation propose à l'occasion d'ajouter ce mot de « fraternité » à la devise française, ce qu'accepte alors Robespierre. Nous devons donc ce mot aux Haïtiens.

Haïti est alors une île prospère. Cela ne dure pas : le retour de la bourgeoisie au pouvoir en métropole impose à l'île un blocus terrible, dans la crainte que les esclaves des autres îles des Antilles françaises ne prennent Haïti pour modèle.

Napoléon, arrivé au pouvoir et soutenu par la bourgeoisie, rétablit l'esclavage et le code noir. Il veut remettre la main sur Haïti, enjeu économique majeur (Toussaint Louverture est capturé, il mourra en France). Mais Napoléon subira finalement à Haïti sa première défaite, en 1804 ! L'île a la première triomphé du dictateur…

Mais elle paie le prix fort de sa lutte farouche contre le colonialisme et l'esclavage ; le blocus s'accentue, au point qu'en 1825, sous la restauration, la France est en mesure d'imposer à Haïti un ignoble marché, qui mettra l'île sous tutelle.

En échange de la levée d'une menace d'occupation française de l'île, les Haïtiens sont contraints de « dédommager » les colons expropriés. La rançon est colossale : 150 millions de francs-or, soit le budget annuel de la France à l'époque. Cet endettement impayable n'en finira pas de plonger l'île dans une spirale infernale de soumission et de misère, jusqu'à aujourd'hui.

La suite n'est qu'une litanie d'exactions occidentales, au nom du règlement de cette « dette » ignoble.

Les États-Unis interviennent quant à eux dès 1914, occupant l'île militairement, pillant ses réserves bancaires. Ils mettent en place la mise sous coupe réglée de l'économie haïtienne, sous couvert de sbires locaux. Parmi les plus célèbres, il faut rappeler la dynastie Duvalier (Papa Doc et Baby Doc, des années 1950 aux années 1980), soutenue par la France et les États-Unis. Ils firent régner racket et terreur sur l'île grâce à leurs milices (les fameux « Tontons Macoutes »).

Les Duvalier pratiquent « l'argenduc », en dévorant l'île, et en encaissant l'argent de « l'aide » internationale : la dette augmente de 17,5 fois. Baby Doc, renversé, est contraint de fuir : il est accueilli… en France. La fortune des Duvalier estimée à 900 millions de dollars est en effet investie… dans les banques occidentales ; elle dépasse la dette du pays, alors estimée à 750 millions de dollars.

Après le père et le fils, le « Saint-esprit » : le père Aristide, soutenu par l'occident, prend le pouvoir. Rien ne change : corruption, enrichissement personnel, nouvelles milices (les « chimères ») : la dette empire encore du fait des intérêts et des pénalités… qui augmentent de 321 millions de dollars entre 1995 et 2001 !

La dette est aujourd'hui principalement détenue par la Banque Interaméricaine de Développement, le FMI et la Banque mondiale. Cette position de force a permis à l'Occident d'imposer à l'île une mutation de l'exploitation de ses habitants, par le biais des tristement célèbres PAS (plans d'ajustement structurels, qui affament les pays les plus pauvres de la planète).

Une délégation haïtienne envoyée à Paris propose le pardon et le retour des colons blancs qui ont fui en France. La délégation propose à l'occasion d'ajouter ce mot de « fraternité » à la devise française, ce qu'accepte alors Robespierre. Nous devons donc ce mot aux Haïtiens.

Haïti est alors une île prospère. Cela ne dure pas : le retour de la bourgeoisie au pouvoir en métropole impose à l'île un blocus terrible, dans la crainte que les esclaves des autres îles des Antilles françaises ne prennent Haïti pour modèle.

Napoléon, arrivé au pouvoir et soutenu par la bourgeoisie, rétablit l'esclavage et le code noir. Il veut remettre la main sur Haïti, enjeu économique majeur (Toussaint Louverture est capturé, il mourra en France). Mais Napoléon subira finalement à Haïti sa première défaite, en 1804 ! L'île a la première triomphé du dictateur…

Mais elle paie le prix fort de sa lutte farouche contre le colonialisme et l'esclavage ; le blocus s'accentue, au point qu'en 1825, sous la restauration, la France est en mesure d'imposer à Haïti un ignoble marché, qui mettra l'île sous tutelle.

En échange de la levée d'une menace d'occupation française de l'île, les Haïtiens sont contraints de « dédommager » les colons expropriés. La rançon est colossale : 150 millions de francs-or, soit le budget annuel de la France à l'époque. Cet endettement impayable n'en finira pas de plonger l'île dans une spirale infernale de soumission et de misère, jusqu'à aujourd'hui.

La suite n'est qu'une litanie d'exactions occidentales, au nom du règlement de cette « dette » ignoble.

Les États-Unis interviennent quant à eux dès 1914, occupant l'île militairement, pillant ses réserves bancaires. Ils mettent en place la mise sous coupe réglée de l'économie haïtienne, sous couvert de sbires locaux. Parmi les plus célèbres, il faut rappeler la dynastie Duvalier (Papa Doc et Baby Doc, des années 1950 aux années 1980), soutenue par la France et les États-Unis. Ils firent régner racket et terreur sur l'île grâce à leurs milices (les fameux « Tontons Macoutes »).

Les Duvalier pratiquent « l'argenduc », en dévorant l'île, et en encaissant l'argent de « l'aide » internationale : la dette augmente de 17,5 fois. Baby Doc, renversé, est contraint de fuir : il est accueilli… en France. La fortune des Duvalier estimée à 900 millions de dollars est en effet investie… dans les banques occidentales ; elle dépasse la dette du pays, alors estimée à 750 millions de dollars.

Après le père et le fils, le « Saint-esprit » : le père Aristide, soutenu par l'occident, prend le pouvoir. Rien ne change : corruption, enrichissement personnel, nouvelles milices (les « chimères ») : la dette empire encore du fait des intérêts et des pénalités… qui augmentent de 321 millions de dollars entre 1995 et 2001 !

La dette est aujourd'hui principalement détenue par la Banque Interaméricaine de Dévelop-pement, le FMI et la Banque mondiale. Cette position de force a permis à l'Occident d'imposer à l'île une mutation de l'exploitation de ses habitants, par le biais des tristement célèbres PAS (plans d'ajustement structurels, qui affament les pays les plus pauvres de la planète).

Il s'agit de proposer une remise (très) partielle de la dette et « d'accorder » de nouveaux « prêts », accroissant sur les Haïtiens l'emprise absolue des multinationales, des créanciers occidentaux et leurs sbires politiques locaux, à des conditions honteuses :

- En effet ces prêts doivent majoritairement servir à rembourser… la dette (c'est une assurance sur la pérennisation du racket);

- La destruction des services publics par leur ouverture totale à la privatisation;

- Le libre-échange, consistant à interdire les subventions locales aux producteurs locaux et à abolir toute forme de taxes à l'importation, ce qui fait déferler dans l'île les produits occidentaux (notamment américains), quant à eux largement subventionnés par leurs États, et tue les paysans;

- La destruction des cultures vivrières et de la production industrielle locales transforme l'île en monocultures d'exportation, avec son cortège de misère, d'exode rural vers les bidonvilles, de destruction de l'environnement aussi.

- Le pillage des ressources naturelles : en Haïti, iridium (l'île étant le deuxième plus vaste gisement mondial), mais aussi bauxite (indispensable à la production d'aluminium) et… pétrole (un des plus vastes gisements d'Occident).

Dans le tremblement de terre, l'Occident voit une nouvelle occasion d'accroître l'étau : 10.000 soldats américains ont débarqué, au prétexte de rétablir l'ordre et d'assurer le sauvetage.

On n'a compté que 1700 sauveteurs… bien peu, comparé à l'assassinat sans sommations des Haïtiens qui tentent de survivre en s'emparant des produits de première nécessité.

C'est dire l'hypocrisie de cette intervention. Au-delà d'évidentes considérations sur le casse-croûte énergétique que représente l'île pour les transnationales occidentales, il s'agit aussi pour les États-Unis de justifier une occupation militaire stratégique : Cuba est toute proche, et Haïti est située sur la route du pétrole sud-américain… en particulier vénézuélien (on sait ce régime peu sympathique à l'Oncle Sam).

Trois conclusions s'imposent :

1) Si les Haïtiens ont été capables chaque année de produire des sommes abyssales dans le « remboursement » d'une dette immonde, orchestrée par le racket occidental à l'aide de potentats locaux, c'est qu'ils sont capables de produire une économie tout à fait viable, et de se sortir par eux-mêmes de la misère.

2) Cela nécessite l'annulation immédiate, inconditionnelle et totale de la dette ; et le versement de lourdes réparations par les puissances occidentales, qui affament le pays depuis plus de deux siècles.

3) Cela nécessite de répandre l'esprit révolutionnaire de résistance exemplaire des Haïtiens, par-delà les frontières. C'est ce qu'a fait le syndicat Batay Ouvriye (Bataille Ouvrière) :
« Pour faire face au malheur qui nous est tombé dessus ce 12 janvier 2010, nos moyens ne nous permettent en aucune façon de proposer une réaction autonome, encore moins de la réaliser.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous lançons cet APPEL DE SOLIDARITÉ aux ouvriers, travailleurs, progressistes du monde entier afin de pouvoir faire face à nos responsabilités de manière autonome. Adjoint, il se trouve en 4 langues : kreyòl, français, espagnol et anglais. Merci d'avance. »

Aujourd'hui comme hier, nos frères et sœurs des Antilles ont à nous apprendre en matière de luttes !

John Rackham

Recette de la colle bio

Préparation de votre colle 100% bio :

Vous pouvez changer les quantités pour en faire plus, mais veillez à respecter les proportions :

Verser un 1/2 verre de farine dans une petite casserole;
Ajouter une cuillère à soupe de sucre;
Mélanger;
Verser 1 verre d'eau dans une casserole;
Touiller doucement sur le gaz à feu doux jusqu'à obtenir une pâte consistante (genre d'une sauce béchamel) avec le moins de grumeaux possible.

Si la consistance est trop forte (vous avez mis le gaz trop fort par exemple), vous pouvez rajouter un peu d'eau hors gaz pour la re-liquéfier (il faut pouvoir par exemple la pulvériser ou l'étaler).

Utilisation de votre colle :

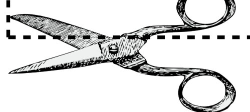
Un pinceau genre "brosse" est bien adapté avec une bouteille en plastique découpée comme récipient, ou en mettant ce produit dans un vieux pulvérisateur usagé (nettoyant vitrage ; dans ce cas la colle doit être encore plus liquide).
Évidemment, cette colle n'est pas faite pour résister à des efforts de traction, mais une fois sèche, croyez-moi, ça tient.

Avec ce qui reste :

Avec ce qui reste de colle après avoir encollé vos surfaces, on peut ajouter un peu de chocolat, remettre un peu sur le feu, et déguster une fois réchauffé... Miam !!

L'anar de TAZmanie

Source : http://www.toutfairesoimeme.com/



Fiche pratique à découper, suivez les pointillés (ou pas).

Vous souhaitez que nous publiions vos articles ?
Envoyez-les à f.anar.86@gmail.com



Contrairement aux idées reçues, les skinheads à l'origine ne sont pas racistes; cet article vous explique de façon assez synthétique l'histoire et les dérives qu'a connu ce mouvement.

Le mouvement Skinhead né à la fin des années 60, d'une rencontre fusionnelle entre la culture des *Rude boys* (immigrants jamaïcains et antillais) et des *Hard mods* (jeunes prolétaires britanniques aux cheveux tondus).

Il s'agit avant tout d'un mouvement culturel basé sur un style vestimentaire et sur la musique : le Ska et le Punk, puis les skins finissent par créer leur propre musique, la OI, dans les années 80 (OI n'est autre que l'abréviation de «*Hey you*», en argot cockney), et c'est à ce moment là que s'opère la scission entre skins antifascistes et skins racistes. Dès lors, tout le mouvement Skinhead est assimilé aux boneheads, aussi appelés nazi-skins, suite à la vulgarisation du terme par les médias.

Ce mouvement à l'origine est issu de la classe prolétaire; prône le métissage et le multiculturalisme avec pour symbole le damier noir et blanc; et pour slogan « Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes».

Il est très difficile aujourd'hui de par des codes vestimentaires similaires de faire une distinction directe entre les différents skinheads. On se base donc sur les tendances politiques des différents courants pour les distinguer; ce qui nous donne 5 types de skinheads :

Skinhead apolitique : Skinhead ne prenant pas position.

Redskin : Skinhead communiste ou communiste libertaire.

Portent traditionnellement des lacets rouges sur leurs Doc (chaussures coquées pour la sécurité des dockers). Ils sont radicalement antiracistes.



R.A.S.H. : signifie *Red and Anarchist Skinheads*, aussi appelé skin rouge et noir. Sont également antifascistes, antiracistes.

S.H.A.R.P : Les *Skinheads Against Racial Prejudice* (Skinheads contre les préjugés raciaux), apparaissent dans les années 80. Ils étaient à l'origine des skinheads apolitiques mais refusèrent l'embrigadement par l'extrême-droite du mouvement.

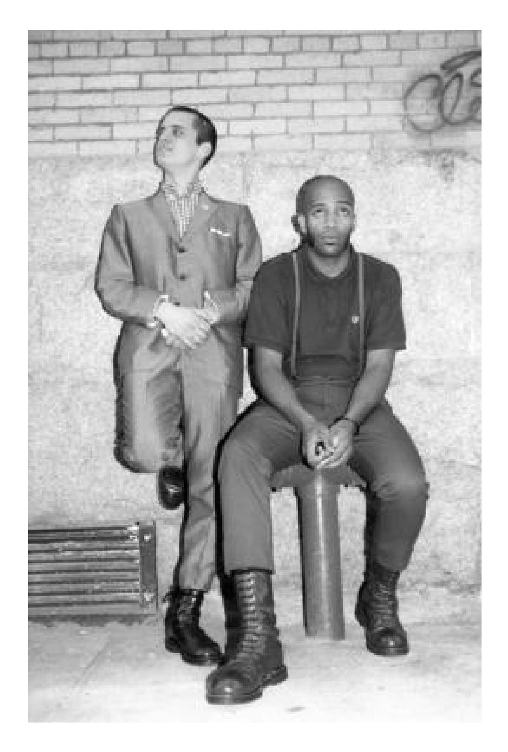
Le *SHARP* est à la frontière de l'apolitisme et de l'engagement idéologique. En effet, il est antiraciste mais se revendique apolitique.

En France le SHARP se veut « antiraciste, antifasciste et populaire ». Dans de nombreux pays, le SHARP arbore souvent les couleurs nationales : le premier logo du SHARP américain représente une bannière étoilée qui terrasse une croix gammée. Ces même skinheads SHARP américains s'affichent aussi souvent comme *patriots*.

Il peut sembler curieux depuis l'Europe que ces skinheads aient défilé contre le racisme ou l'homophobie d'une part, mais aussi pour soutenir les troupes américaines lors de la Première Guerre du Golfe d'autre part ! La France, l'Allemagne et l'Italie ont connu des dictatures nationalistes, ce qui rend suspectes les exubérances patriotiques aux yeux de la gauche.

Aux États-Unis presque toute la population se dit patriote sans pour autant appartenir à l'extrême-droite. Même la gauche contestataire utilise la bannière étoilée et se réfère à la Constitution fédérale pour appuyer ses revendications. Leur position n'est donc pas toujours très claire.

<u>*Bonehead*</u> *:* Skinhead nationaliste d'extrême droite. C'est malheureusement l'image la plus “connue” du mouvement Skinhead, (de part sa violence, et la “publicité” qui lui est faite par les médias) mais aussi la plus erronée.



Le bonehead écoute du RAC = *Rock against communism* (Rock anticommuniste); cette musique est porteuse de la haine envers tout ce qui est différent et/ou dans l'opposition.

Certains pays, comme l'Allemagne ou l'Espagne, sont dotés d'une scène Redskin (certes underground, mais très forte), tandis que la scène Bonehead est majoritaire en Scandinavie.

On estime aujourd'hui, que les skinheads antiracistes sont en nombre supérieur ou égal au nombre de boneheads.

Comme vous l'avez compris, ce mouvement est fondé sur une certaine culture Skinhead; basée sur un support musical, ainsi, la lecture des chansons, l'imagerie des pochettes de disque, les labels de distribution, de production, les logos ou slogans affichés permettent souvent de localiser politiquement les artistes et donc leur publique.

Et malgré la diversité des courants Skinhead, il y a des points communs qui rassemblent (presque) tous les skinheads : ils sont généralement issus des classes sociales modestes ou moyennes, et sont fiers de leurs origines sociales.

Enfin, les skinheads sont également très actifs dans la rédaction et la diffusion de fanzines dédiés à la musique, au football et à d'autres cultures (comme le tatouage).

Musica

Groupes de musique que l'on trouve sur la scène française

<u>Antifascistes/politisés (de « gauche»)</u> :

Brigada Flores Magon, Parabellum, Jeunesse Apatride, Les Apaches, Brixton Cats, Hors Contrôle, La K-bine, Paris Violence, Sham 69, Madness, Bad Manners, The Specials, SCRAPY, 8°6 Crew, ...

<u>Fascistes/racistes</u> :

Lemovice, Nettoyage Ethnik, Legion 88, Evil Skins, Decadence Culture, ...

<u>Films a voir</u> : This is England, American History X, Skinhead Attitude de Daniel Schweizer (disponible en plusieurs parties sur Internet) ...



Violence et anarchisme

Un vieux cliché

Lorsqu'ils entendent le mot anarchie, beaucoup de gens ne pensent pas immédiatement qu'au désordre, mais aussi à la violence. Cette association est pour le moins paradoxale, si l'on définit théoriquement l'anarchisme comme une pratique visant à l'émancipation de tous les individus, dans le refus intégral de la contrainte d'individus sur d'autres. Et pourtant, cet à-priori sur l'anarchie perdure.

Certes, il s'explique moins par les quelques années de « propagande par le fait » (entre la fin des années 1870 et la première moitié des années 1980) que par un siècle de « lois scélérates », de répression systématique de l'idée d'anarchie.



Argh ! Un communiste !

Il est remarquable, au vu du martyrologe que peut paraître une biographie des grandes figures historiques de l'anarchisme, que demeure dans l'opinion publique l'association de l'anarchisme à la violence, alors que le Capital et son sbire l'État perpètrent et perpétuent jusqu'à aujourd'hui une violence structurelle, et mettent en œuvre une violente répression contre toute forme de contestataires (y compris les anarchistes, mais pas seulement).

À côté de cette répression, la « violence » de la propagande par le fait, qu'ont pu adopter certains anarchistes il y a plus d'un siècle, semble bien dérisoire…

Et pourtant, aux yeux de beaucoup, anarchie égale encore violence, plus de 110 ans après les attentats anarchistes. La République a tant ancré ce préjugé scélérat dans l'opinion que nombre d'anarchistes eux-mêmes disent préférer employer le terme « libertaires » pour qualifier leurs idées, de peur de passer pour des nihilistes ultraviolents !

Pour assumer ouvertement les idées anarchistes, il est incontournable de poser la question de la violence en termes contextuels.

La propagande par le fait et sa répression

Certains anarchistes ont en effet pu mettre en pratique, il y a plus d'un siècle et notamment en France, une stratégie de contre-attaque violente, la « propagande par le fait », face aux attaques du pouvoir bourgeois. Le XIXe siècle s'achève en effet par des inégalités criantes, s'accompagnant d'un mouvement social en pleine construction, mais aussi de violentes répressions, par le bagne ou la mort. En 1871, 30.000 communards sont exécutés à Paris.

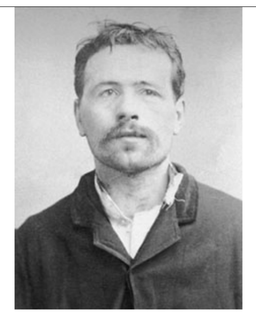
L'insurrectionnalisme à la sauce blanquiste trouve ses limites : face au pouvoir surarmé, les chassepots pèsent toujours bien peu lourd. Dans les années qui suivent, en Russie ou aux Etats-Unis, les militants syndicaux et les anarchistes sont brutalement réprimés.

Les meurtres d'anarchistes sont monnaie courante.

Dès 1877, la nécessité de se défendre autrement que par la seule protestation incantatoire commence à s'imposer. Le principe de la « propagande par le fait » est évoqué, et Malatesta et Cafiero tentent une guérilla miniature en Italie (Bénévent) en vue de collectiviser les terres d'un village. Cette aventure s'achève piteusement, par la capture des anarchistes.

Malgré tout en 1881, au congrès international anarchiste de Londres, la « propagande par le fait » est adoptée. Elle vise, par le passage à l'acte dans l'illégalité (pillages de magasins, incendies, assassinats ciblés), à montrer au prolétariat qu'il est possible à n'importe quel prolétaire de résister à la bourgeoisie en opposant à la violence institutionnelle une violence prolétaire « légitime ». À cette période, des tentatives d'assassinat ont lieu contre des représentants de la bourgeoisie, dans toute l'Europe. Certains anarchistes, comme Kropotkine ou Reclus, se rétractent en critiquant radicalement ces méthodes.

Les événements les plus marquants en France ont lieu entre 1892 et 1894, avec une vague d'attentats qui frapperont durablement les esprits, et contribueront à ancrer dans la mémoire collective l'image de l'anar poseur de bombes. Il s'agissait de s'attaquer à des tenants du pouvoir ayant eux-mêmes été à l'initiative de violentes répressions.



Ravachol

Le massacre par la troupe des ouvriers de Fourmies en grève pacifique, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase de l'indignation. Des militants anarchistes ont de plus, le même jour, été passés à tabac par la police lors d'une manifestation pacifique parisienne.

François Koënigstein, alias Ravachol, a eu une enfance misérable. Il a commencé sa vie d'adulte par de petites rapines et un assassinat. Avant de devenir une icône de la réponse violente à la bourgeoisie, il est peu apprécié dans les milieux anarchistes - il est même considéré par certains comme agent provocateur. Après les événements de Fourmies, il se résout à frapper violemment les responsables de la répression, en visant notamment l'avocat général. Aucune de ses cibles ne sera atteinte : ses bombes tuent deux innocents et blessent beaucoup d'autres. Il sera exécuté.

Auguste Vaillant, lui aussi issu de la misère, s'indigne de la mort de Ravachol et veut protester contre la répression qui s'intensifie contre les anarchistes. Il fait sauter une bombe dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. En vue de blesser, non de tuer ; mais l'événement est considérable et le pouvoir stupéfait. La bombe aura blessé une dizaine de députés. À son procès, Vaillant dira :

« Messieurs, dans quelques minutes vous allez me frapper, mais en recevant votre verdict, j'aurai la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle, cette société maudite où l'on peut voir un homme dépenser inutilement de quoi nourrir des milliers de familles, société infâme qui permet à quelques individus d'accaparer la richesse sociale (...) Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté cette bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales ».

Un député, lui-même victime de l'attentat mais touché par ses propos, tente de le défendre contre la condamnation à mort - en vain : le président Sadi Carnot refuse la grâce. Les lois dites « scélérates » de 1892 sont prononcées, interdisant tout éloge d'actes politiques violents. Elles donnent aussi et surtout au pouvoir, par la création d'un nouvel arsenal juridique, la possibilité de s'attaquer tous azimuts aux milieux militants ; par le fichage systématique, l'arrestation et la saisie préventives, le délit d'association de malfaiteurs etc…

Sante Caserio, anarchiste italien lui aussi issu de la misère, réagit à son tour. Cet infatigable militant veut venger Vaillant et dénoncer l'acharnement du pouvoir contre les anarchistes. Il se fixe comme mission de frapper au cœur du pouvoir républicain. À Lyon, il tue le président Sadi Carnot. Devant le tribunal qui le condamnera lui aussi à mort, il s'écrie :

« Eh bien, si les gouvernements emploient contre nous les fusils, les chaînes, les prisons, est-ce que nous devons, nous les anarchistes, qui défendons notre vie, rester enfermés chez nous ? Non. Au contraire, nous répondons aux gouvernements avec la dynamite, la bombe, le stylet, le poignard. En un mot, nous devons faire notre possible pour détruire la bourgeoisie et les gouvernements. Vous qui êtes les représentants de la société bourgeoise, si vous voulez ma tête, prenez-la ! »

On peut aussi citer le cas, plus atypique, de Émile Henry. Il prépare une bombe, destinée aux bureaux des mines de Carmaux, dans un contexte de tension vive entre les mineurs et la direction. Elle tue finalement six personnes, dans le commissariat où la concierge des mines l'avait apportée. Une deuxième bombe frappe aveuglément les clients du café de la gare Saint-Lazare à Paris. Avec ce dernier acte désespéré, Henry voulait déclarer la guerre à l'assentiment social comme soutien du pouvoir. À son procès, il évoqua les répressions diverses contre les anarchistes pour justifier ses actes. Il fut bien évidemment lui aussi exécuté.

Cette stratégie - qu'on pourrait qualifier du désespoir - s'achève dans la répression généralisée, portant un coup terrible à tout le mouvement anarchiste, réprimé et étouffé dans son expression. Après la mort de Carnot, une troisième loi scélérate interdit en effet, purement et simplement, la presse anarchiste.

D'autres actions directes violentes seront menées, ailleurs et à la même époque, par des anarchistes. Aux États-Unis par exemple, Alexander Berkman tenta d'assassiner un industriel qui avait brisé une grève par une milice ultraviolente. Il fut critiqué par certains, défendu par d'autres dont sa compagne Emma Goldman. Il fit 14 ans de prison et regretta amèrement son geste.

Malgré la critique émise par de nombreux anarchistes, dès l'époque d'ailleurs, contre la radicalisation de la « propagande par le fait », y compris par les tenants de l'anarchisme individualiste - dont étaient issus les acteurs des attentats en France - celle-ci donna matière au pouvoir pour discréditer durablement l'ensemble du mouvement anarchiste. L'indignation de l'opinion fut, on s'en doute, savamment entretenue par la presse bourgeoise.

La propagande par le fait n'est plus ensuite qu'anecdotique. On peut citer le cas, touchant, de Kurt Wilckens, qui toute sa vie milita sans relâche en prônant la non-violence mais, en 1923, tue un officier, le lieutenant-colonel Varela, qui avait fait impitoyablement massacrer 1500 salariés agricoles en Patagonie… Wilckens fut assassiné, dans sa cellule, par un gardien de prison fasciste.

La propagande par le fait (et le rouleau-compresseur répressif qui s'est ensuivi), est aujourd'hui encore ressentie par bien des anarchistes, plus d'un siècle après ces actes, comme un traumatisme.

Et souvent comme une impasse, d'autant plus dangereuse qu'elle permet au pouvoir et à ses sbires d'exercer plus puissamment encore répression et discrédit sur le mouvement anarchiste.

Beaucoup d'anarchistes décidèrent alors de modifier leur tactique. Certains créèrent des communautés, d'autres des écoles, renforçant leur conviction que seul l'exemple pacifiste et/ou que le rapport de force social, préparé en amont, peut permettre de lutter efficacement contre l'État et le Capital. Le mouvement syndical est aussi massivement investi par les anarchistes – qui y prônent les méthodes de l'action directe, du sabotage et de la grève générale expropriatrice. Avec la guerre de 1914 et le ralliement de certains anarchistes (dont Kropotkine) à l'union sacrée, la non-violence pacifiste est sévèrement ébranlée. Quant au syndicalisme, il sera peu à peu canalisé par les tendances réformistes, centralistes et autoritaires.

Il est notable de constater que l'action directe violente a été reprise au XXe siècle ; non pas tant par des anarchistes revendiqués, que par des groupes se réclamant du communisme, qu'on a parfois pu qualifier d'« ultra-gauche ». La Fraction Armée Rouge (ou « Bande à Baader ») ou Action Directe sont des groupes nés d'un contexte historique particulier. La FAR, issus des milieux étudiants, est née d'une rupture avec la génération précédente qui avait collaborée avec les nazis.



L'emblème de la *Rote Armee Fraktion,* ou Fraction Armée Rouge

Action Directe, issue des combats menées dans la période franquiste, est née de la fusion des Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (GARI) et des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP). Ces deux groupes se revendiquaient de la guérilla urbaine et ont perpétré des attentats dont la visée était principalement symbolique. La FAR s'est pourtant interrogée sur la violence de ses actions comme l'illustre l'attentat à la bombe dans les locaux d'un journal allemand lors duquel les salariés avaient été prévenus mais n'en ont pas tenu compte. Il faut comprendre que leur radicalité, qui s'est incarnée dans des actes de plus en plus violents au cours de leur existence, tient pour beaucoup à la répression toujours plus étroite des pouvoirs politiques.

La Violence est avant tout institutionnelle

Aujourd'hui, la violence capitaliste, contre les peuples, contre les pauvres, contre l'environnement, est parvenue à un paroxysme jamais encore atteint. Un sixième de l'humanité crève la dalle, le reste vit chichement et piteusement, tandis que 2% de l'humanité détiennent la moitié des richesses produites par tous. Mais il n'y a guère plus de réaction collective radicale face à cette violence légale.

Bien des anarchistes, encore souvent enlisés dans le tabou de la propagande par le fait, se sont endormis dans un anarchisme de bibliothécaires, tandis que certains groupes se voulant plus autonomes vilipendent l'inertie des « organisations ». Tous s'accordent à dire que la violence véritable est exercée par le capitalisme et son bras armé et législateur de l'État Et que cette violence est sans commune mesure avec les réactions de colère éparses des opprimés. Mais le débat tourne souvent au dialogue de sourds, entre tenants d'une violence qui fonderait sa légitimité dans son autogestion et sa spontanéité, et les tenants d'un éducationnisme trop sage.

Or, il nous semble possible de nous réapproprier l'idée d'action directe, dans un sens radical, à condition de tordre une bonne fois pour toutes le cou à ce vocable de « violence ». Il nous semble qu'une confusion est entretenue par le pouvoir quant au terme même de « violence », dont il qualifie indistinctement bien des actes contestataires (tout en évitant soigneusement d'employer ce mot lorsque c'est lui qui matraque). Il est nécessaire de définir ce qu'on met derrière ce mot, de se réapproprier ce débat au lieu de le laisser aux exploiteurs ! Car si la violence c'est violer l'intégrité des gens, leur liberté, alors les anarchistes haïssent la violence, viscéralement !

Qu'est-ce qu'une liberté ?

En système « libéral » et « démocratique », cela implique essentiellement de respecter la propriété privée, et l'arsenal légal qui enveloppe ce noyau. Si l'on entend par liberté celle d'accaparer, il est certain qu'on peut dire l'anarchisme fondamentalement « violent », puisqu'il considère la propriété privée capitaliste comme un des fondements essentiels de la violence institutionnelle, celle qui exploite, affame, exclut, divise, réprime et domine les hommes. Le capitalisme est intrinsèquement LA violence.

Pour nous, anarchistes, nous en prendre à des biens matériels dont la destruction ou l'appropriation n'entraînerait aucune remise en cause de l'intégrité de quiconque, mais bien au contraire redonnerait liberté et dignité (saccage de centre de rétention, réquisition de logement, de nourriture etc…), ne peut être considéré comme une violence. *C'est tout simplement indispensable, à condition d'œuvrer de façon à réussir nos actions directes et de convaincre.*

Pour autant, nous ne nions pas que les priorités matérielles individuelles ou collectives d'État sont souvent ressenties comment une extension du soi, du fait de la force de travail individuelle ou collective engagée. Mais notre optique est bien de mettre un terme à l'accaparation par un petit nombre d'individus des biens et des richesses et de redéfinir les moyens de subsistance individuelle et collective.

Il s'agit d'un acte de courage contre la violence structurelle du système.

On voit bien quoi penser des prétendus révolutionnaires qui qualifieraient de « violents » des actes remettant en cause directement la propriété privée et prônant l'accès à tous des ressources essentielles à la vie et à la dignité humaine. Les révolutionnaires autoproclamés qui jugent « violents » des actes comme les squats, les auto-réductions, la destruction de la publicité ou l'attaque contre des locaux du pouvoir économique ou étatique, ne sont pas seulement des tartuffes. En hurlant avec les loups, en collaborant aux postulats du capitalisme et de l'État légaliste, ils sont nos adversaires politiques objectifs. Il n'y a pas de révolution sans remise en cause claire, nette, précise, de la propriété privée des ressources naturelles, des moyens de production et de distribution des biens nécessaires à la dignité humaine.

À condition, bien sûr, de laisser aussi aux anciens oppresseurs la possibilité de pouvoir vivre eux aussi dignement. Toutes les prisons nous sont odieuses, et tous les échafauds nous font gerber, ce n'est pas pour les perpétuer que nous luttons !

Le refus de la violence…

Car le respect radical des libertés de chacun, qui définit l'anarchisme, s'il implique une remise en cause radicale et claire de la propriété privée, n'implique pas d'agresser, d'ôter la vie ou de rendre celle-ci misérable !

Bien au contraire, l'anarchisme répugne à la domination comme moyen de lutte. C'est là la force de l'anarchisme, contre tout l'arsenal théoricien du marxisme-léninisme et de ses pseudopodes. L'anarchisme a pour originalité, contrairement aux communismes autoritaires, de vouloir faire coïncider les fins et les moyens, sans légitimation d'une violence institutionnelle transitoire. De penser que *les moyens justifient la fin*, et non l'inverse. Refuser la domination, quelle qu'elle soit, implique de respecter la vie et la liberté physique des gens, quels qu'ils soient.

Si le chahut, voire le saccage d'une banque est légitime, casser la tête à un banquier ne l'est pas. Les anarchistes refusent toutes les formes d'autoritarisme.

Dans une société libertaire, où il y aura abolition des classes sociales, fin de l'exploitation et de la domination des hommes par d'autres, chacun aura sa place, ancien exploité comme ancien exploiteur. Les pelotons d'exécution n'auront pas leur place. Les anciennes victimes ne seront véritablement sûres d'être libres qu'en en finissant avec les cris de « à mort » ou « en prison » contre leurs ex-bourreaux, et considéreront comme la victoire totale de leur idée de ne pas répondre par la violence haïssable à la violence qu'ils ont haïe.

… implique une non-violence conséquente

Mais la non-violence radicale ne consiste pas à rejeter tout recours à la force ; bien au contraire, pour être efficace, elle consiste à empêcher la violence par une réponse adéquate, et parfois donc, par la force nécessaire à cet empêchement. La non-violence ne peut être telle qu'en étant conséquente. La non-violence implique de refuser que la violence institutionnelle soit tolérée.

Cela peut passer par le dialogue, mais aussi par la force physique, s'il le faut !

Tendre la joue gauche n'est ni digne, ni efficace. Laisser au nom de la non-violence, se perpétrer une agression physique (arrestation violente en manifestation pacifiste), une agression matérielle (privation des moyens de subsistance, etc.), contre soi-même ou les autres, est une aberration. La révolution ne s'est jamais faite sans confrontation, et la réponse du pouvoir sait être d'autant plus violente que la contestation de ses intérêts monte en puissance. Toute la question est de se donner les moyens de repousser cette violence répressive en opposant à elle la force collective, la détermination et l'organisation nécessaires.

Ce qui signifie qu'à une agression, qu'à une domination, qu'à une accaparation de biens naturels, à une privation de légitime liberté individuelle ou collective, à une répression policière ou judiciaire, il faut répondre courageusement, fermement et dignement, par *l'empêchement de cet acte*.

Toute la question est de réfléchir à *comment* le faire le plus rapidement et le plus efficacement possible, ce qui implique certes une spontanéité, mais nourrie en amont par une réflexion, une organisation si possible collectives. A ce sujet, il ne peut y avoir de mode d'emploi. Les contextes sont tous différents et les individus sont bien évidemment libres d'apporter les réponses et les actions qui en découlent, qu'ils jugeront les plus pertinentes.

Ce sont la responsabilité, l'organisation et – selon le contexte – soit la souplesse et l'anonymat d'un petit groupe, soit la force du nombre, qui doivent contrecarrer, physiquement s'il le faut, un acte violent. En complément du facteur décisif du rapport de forces, une communication afin d'éclairer sur la légitimité d'une action n'est jamais à écarter. Sur les modalités de cette communication, c'est là encore aux gens de décider ce qu'ils jugent nécessaire de faire.

Plus ce travail en amont est fait, plus la violence institutionnelle sera désarmée !

La question de la violence est donc, par nature, une fausse question. Non pas seulement parce qu'elle est en général posée par le pouvoir mais aussi parce qu'elle est toujours posée dans ses manifestations physiques et jamais dans les termes d'une violence psychique à l'égard des individus et de la société. Finalement, la seule véritable question est : comment empêcher la violence institutionnelle.

Le seul véritable débat doit porter, au gré des contextes, sur la stratégie la plus pertinente à adopter collectivement. Et cette stratégie ne peut être basée que sur la prise en compte du rapport de forces supposées, et de la confrontation d'une légitimité contre une illégitimité.

Face à une charge de CRS, il est tout aussi peu pertinent de s'interposer à une poignée que d'attaquer une caserne militaire armés de lance-pierres. Et il est carrément répugnant d'utiliser un rassemblement pour entreprendre une action directe et s'enfuir lorsque les flics répliquent contre lui.

Il faut en effet penser à militer dans la durée, en préservant au maximum la sécurité et le bien-être de nous, et de tou-te-s celles et ceux qui nous entourent. Nous ne sommes ni chrétiens ni avant-gardistes : nous aimons la vie, la jouissance et la fête, pas le sacrifice de soi ou le mépris des autres.

Par ailleurs, un militant efficace est un militant qui ne croupit pas en prison. Le romantisme révolutionnaire d'une posture « plus radical(e) que moi tu meurs » est certes séduisant, mais il ne mène bien souvent qu'à se retrouver brisé. L'insurrection isolée a un charme indéniable, payer une amende est moins folichon, encore moins faire un séjour en prison. Sans parler de l'hôpital ou du cimetière.

Même si l'illégalisme inhérent à l'anarchisme du fait de son refus de l'autoritarisme d'État, et la violence inhérente à l'institution étatique garante du Capital, font toujours courir des risques aux militants anarchistes, ces risques doivent donc être le plus possible très calculés, sinon les conséquences peuvent s'avérer désastreuses. Nous luttons pour désarmer la violence institutionnelle, pas pour qu'elle se fasse les mains sur nous ou d'autres. L'héroïsme et la témérité sont à bannir tout autant que la lâcheté. Il ne s'agit pas de se faire aplatir pour la beauté du geste.

Cette position d'empêchement radical de la violence, de la non-violence *radicale, collective, conséquente et légitime*, diffère de la justification pragmatique prônée par certains de l'agression physique. Comme elle diffère du pacifisme sacrificiel et stérile d'autres. Elle consiste à prendre nos libertés, puis à les défendre.

C'est à chacun, selon le contexte, sans jamais aucun dogmatisme ni condamnation de choix différents des siens, de préférer une action de masse ou une action plus anonyme, les deux ayant leurs intérêts et leurs défauts tactiques.

On pourra dire que c'est jouer sur les mots que de prôner la non-violence tout en reconnaissant la nécessité possible de recourir à la force physique pour s'opposer à une violence. Mais dans les faits, la distinction est pertinente.

En effet, à l'heure actuelle, dans le contexte des luttes sociales, il y a une nette distinction entre conquérir une liberté (faire échouer une répression, créer un lieu autogéré, planquer des sans-papiers), par un libre rassemblement plus ou moins nombreux de gens déterminés et assez organisés pour repousser efficacement les attaques répressives d'une milice patronale ou étatique, et… aller loger délibérément une balle dans la nuque d'un patron, d'un politicard ou d'un keuf, au nom d'un « avant-gardisme révolutionnaire » qui se veut critique d'un militantisme suranné et dogmatique, mais qui ne sait plus faire la distinction dans le prisme politique.

Mais dans un contexte de dictature ou de régime politique autoritaire où l'étau des libertés s'est très nettement resserré, le recours à la force pour s'opposer aux violences répressives prennent un tout autre écho et fait rejaillir le débat des limites auxquelles il nous est possible d'accepter l'oppression.

La police le sait, elle fait la différence quand elle réprime car elle sait la violence *fondamentalement impopulaire*. Elle n'a pas les mêmes modes d'intervention en réaction aux actions ; les gens de la rue font aussi nettement la distinction. Dans un cas, il y a autodéfense d'une liberté (créée ou déjà existante), donc non-violence conséquente ; dans l'autre, il y a agression outrepassant clairement les besoins de l'autodéfense, donc violence.

Beaucoup de gens, même s'ils ne se réclament pas de l'anarchie, jugeront spontanément digne et légitime de la part de militants qu'ils se dressent contre ce qu'ils jugent une violence institutionnelle, qu'ils empêchent une agression physique contre eux ou d'autres. Si une action est expliquée, les gens peuvent voir d'un œil favorable la prise d'une liberté, et cette légitimité permet souvent de s'épargner le recours à la confrontation physique avec les forces de répression.

Beaucoup jugeront en revanche avec sévérité un acte ne visant qu'à la vengeance, à humilier, tabasser, emprisonner, ôter la vie, fût-ce contre le pire des oppresseurs.

La nécessaire solidarité

Pour autant la colère est toujours compréhensible et juger la réaction violente à une violence structurelle, en dissociant l'acte des causes, ne peut être que le discours du pouvoir et de ses manipulations minables, en vue de nous diviser et de nous vilipender.

Il est nécessaire de ne pas confondre les amis des ennemis !

S'il est important de poser ce désaccord éthique et tactique avec des gens prônant la violence physique active, il semble encore plus important de ne pas tomber dans le piège de l'État qui profite toujours de la moindre réponse jugée violente (quitte à les provoquer d'ailleurs, par des agents provocateurs) pour nous forcer à nous positionner en accusateurs.

Au pire soyons neutres et muets, mais au mieux, et de préférence toujours, soyons clairs : solidarité (y compris dans la critique s'il le faut). Nous nous moquons d'être impopulaires, nous sommes fermement convaincus de notre légitimité. Notre force, c'est notre fraternité, notre amitié, notre solidarité. Aucun mur de prison, aucune calomnie ne saurait déchirer cela.

La violence ponctuelle des anarchistes s'explique presque toujours dans un contexte de réponse à une oppression révoltante et ne peut être vilipendée, si on la compare avec la violence hallucinante et structurelle du système existant. Comme Emma Goldman prenant la défense d'Alexander Berkman après son arrestation, alors qu'il était vivement critiqué : il est impensable de hurler avec les loups lorsqu'un anarchiste est réprimé, même s'il a perpétré des violences physiques.

La rage du désespoir n'est certes, à notre sens, pas légitime lorsqu'elle s'exprime en portant atteinte à la dignité d'autrui. Mais elle demeure néanmoins *compréhensible* ; la non-violence est le plus possible souhaitable, il faut la réfléchir et la construire le plus possible dans nos pratiques ; mais elle n'est pas exigible d'anarchistes ne pensant pas comme nous.

Et *ne peut* être exigible lorsque explose la rage trop longtemps étouffée.

D'ici là, les anarchistes ont un rôle fondamental à jouer dans la diffusion d'une réflexion que ce que peut être la réponse conséquente à la violence. À notre avis, la non-violence collective, conséquente et donc radicale, est une piste à développer.

John Rackham



« Fossoyons le vieux monde ! »



Les dérives de l'agriculture intensive et la grippe A

En agriculture, il existe une méthode pour anticiper la réaction du paysan face aux besoins en fertilisants ou à la pression des maladies. Cette méthode se nomme la double bande, elle consiste, sur un semis de blé par exemple, à semer une double intensité de graine sur une partie représentative de la parcelle.

Comment ça marche ?

Le blé étant semé à plus forte densité au m², il va plus absorber d' Azote (N) par exemple et va donc devenir jaune avant le reste de la parcelle. L'agriculteur anticipe et pulvérise (sauf en bio) de l'engrais azoté sur toute la parcelle.
Pour les maladies, elles se développent plus avec une forte densité d'individu. Il y a donc un développement plus rapide des maladies (à retenir pour la suite).

La diversité génétique

Mendel a schématisé les premières lois de la génétique au XIXe siècle. Elles furent appliquées au XXe siècle pour améliorer toutes les espèces « destinées à aider l'homme ».

Depuis l'apparition de l'agriculture déjà on pratiquait une sélection génétique: la sélection massale. Elle est simple, chaque année, le paysan garde les meilleures graines pour les ressemer l'année suivante. Cette technique favorise la diversité génétique et la biodiversité, car chaque paysan l'a fait lui-même sur un territoire restreint.

À l'inverse, aujourd'hui, la sélection génétique est confiée aux semenciers qui sélectionnent les meilleures souches en laboratoire.

Ces semenciers produisent des semences identiques pour des milliers d'exploités agricole (exploitant agricole) qui rachètent chaque année ou une année sur deux de la semence. N'importe où dans le monde, les mêmes souches se diffusent et ont remplacées depuis longtemps la sélection massale du paysan. La sélection faite par les semenciers diminue la diversité génétique.
Heureusement, il reste encore des paysans qui résistent et qui continuent à produire de la « semence paysanne ».

Pour l'élevage, le principe de sélection massale était le même. Aujourd'hui l'insémination artificielle à presque totalement remplacé la monte naturelle. Les semences de reproducteur son développées par des organismes de sélection ou des entreprises. Pour la poule, il ne reste plus que 3 entreprises qui produisent des reproducteurs, la diversité génétique diminue car on peut être assuré que la concurrence et la demande du consommateur uniformisent le choix des espèces.

La concentration animale

Depuis 1950 environ, suivant les régions du monde, la mécanisation et les besoins alimentaires ont favorisé l'intensification de l'agriculture.
Les élevages se sont développés avec de moins en moins d'éleveurs pour toujours plus de bêtes.
Dans certaines productions comme le porc ou la volaille, les élevages deviennent hors sols, avec des centaines, des milliers d'animaux.

Bilan

On constate une concentration d'individus importante avec une faible diversité génétique.

C'est exactement le terrain privilégié pour le développement des maladies et les mutations rapides de celles-ci. La diversité génétique qui pouvait autrefois sélectionner naturellement les individus résistants car différents est absente.

Voilà pourquoi la grippe A, s'est développée dans un énorme élevage de porc hors sol au Mexique.

Ce n'est pas un accident, c'est une conséquence logique d'un système de production globalisé.

Dans un élan de générosité envers toute la production agricole productiviste du monde, les dirigeants (bien conseillés) ont négligé de régler le problème à la source et de remettre en cause le système…

…On ne coupe pas la branche sur laquelle on est assis.

Je ne risque donc pas grand-chose à prévoir l'avenir quant à la découverte de virus et autres prions inconnus jusque-là et redoutable pour l'homme et les restes de la biodiversité actuelle.

Stokoï





Véganisme et frugalité

Le veganisme prône de ne pas consommer de la nourriture ou des objets d'origine animale. Il s'agit à la fois de respecter les êtres aussi capables que nous de souffrance en arrêtant de les considérer comme de la marchandise sur la vie de laquelle nous aurions toute légitimité de prospérer, mais aussi de respecter des données matérielles et environnementales logiques.

Quand on sait que la production d'une calorie animale nécessite sept fois plus d'espace qu'une calorie végétale ; quand on sait que l'élevage animal industriel génère de graves risques sanitaires (pollution phréatique, risques de pandémies à tout moment...) ; quand on sait ce qu'entraîne sur la santé une surconsommation de viande et de produits laitiers ; quand on sait l'impact que les élevages ont sur le réchauffement climatique, etc…

C'est en effet une réflexion à la fois éthique et logique que de se poser la question d'une réduction drastique de la consommation de viande, voire son abolition totale.

Pour ma part, je ne pense pas qu'on puisse combattre les idéologies en prônant une éthique, quelle qu'elle soit. L'idée de « nature » opposée à l'humain, qui en serait le maître, est certes à combattre mais alors, au nom de quoi distinguer animaux et plantes ?

Le problème du véganisme et de son corollaire, la pensée antispéciste, est de déplacer la barrière du droit à consommer. La barrière se situe à la base entre l'homme et tout l'environnement. Elle n'est décalée par l'antispécisme qu'entre les espèces animales (dont l'homme) et le reste.

Car si l'on pousse la réflexion plus loin, l'agriculture en elle-même est aussi une domination du vivant, avec son lot de désastres en termes d'abrutissement, de dépossession des savoirs, de destruction de biodiversité, et plus largement de marchandisation de la vie. On répondra que l'agriculture biologique est plus respectueuse du vivant, certes. Mais elle continue de vouloir le contrôler, de sélectionner, d'étouffer le développement et la richesse des espèces végétales.

On sait ce qu'amena la civilisation néolithique : les premiers massacres, les premiers charniers, les premiers États, les premières hiérarchies, par thésaurisation du grain, les premiers clergés pour en justifier la sacralité, etc…

Si l'on se base sur l'éthique, il vaut donc mieux revenir à l'époque (qui dura infiniment, comparée à la nôtre) pré-néolithique ! L'humain ne semait pas de graines. Il cueillait, sans détruire les espèces (d'ailleurs, prélever des grains, des fruits, des fleurs ou des feuilles ne détruit pas toujours une plante, contrairement à un animal, pour lequel une patte qu'on prélèverait représente une amputation définitive). Il chassait aussi, s'il en avait besoin, mais de façon limitée, car la chasse nécessite bien plus de dépense énergétique.

L'humain était ainsi en position de respect vis-à-vis d'un environnement dans lequel il prenait, mais sans jamais détruire car ayant la conscience aiguë qu'il dépendait complètement de lui. Sa connaissance des espèces végétales et animales était immense, et il savait utiliser les unes et les autres avec finesse et pertinence, sans pour autant jamais avoir la folie de dépeupler le territoire d'une espèce.

Mais la culpabilisation éthique n'est jamais une piste, ou alors, une piste fallacieuse, car elle devient un nouveau dogme, une nouvelle autorité. Il n'y a qu'à voir le mépris qu'affichent certain-e-s vegans pour les « spécistes » pour se faire une image de ce nouveau totalitarisme au sein des milieux militants. Pour ma part, je ne base ma vie que sur mes besoins. Besoins à plus ou moins court ou long terme, évolutifs… dans le contexte actuel, je trouve la consommation de viande pas très pertinente, et même pas du tout. Mais je trouve aussi qu'il faut manger.

Or, dans bien des contextes encore aujourd'hui, de la viande est présente aux repas proposés. Or, demain en société anarchiste, la consommation végétale ne me suffira peut-être pas. Je suis pragmatique, et j'utilise ce dont j'ai besoin, point-barre.

À mon sens, la notion de frugalité est plus pertinente que celle de veganisme.

La frugalité part du respect de soi-même. Elle consiste à consommer juste ce dont on a besoin pour vivre, pour s'exprimer, pour se sentir heureux, sans avoir à travailler comme une brute pour s'empoisonner par une consommation absurde.

La frugalité varie donc fortement d'un individu à un autre. Untel aura peu de besoins à tel moment, tel autre en aura d'importants à tel autre moment. Elle implique de réfléchir à nos besoins réels, à ne consommer que cela, et ainsi de nous épargner l'épuisement et le travail inutiles : que d'énergie inutile dépensée pour consommer des choses inutiles, pour les thésauriser, pour se protéger du vol… nos besoins ne sont-ils que matériels, ne sont-ils pas humains ?

Notre bonheur dépend bien plus de la qualité des relations que nous entretenons avec les autres et avec l'environnement en général, que de la possession des derniers gadgets technologiques… la frugalité, c'est maintenir éveillée la conscience globale qu'en consommant trop, l'environnement risque à terme de nous priver de la possibilité même de consommer l'essentiel, ce qui est un non-sens mais nous pend pourtant au nez.



De se demander toujours si la façon dont c'est produit et les conséquences produites nous conviennent, ou pas. Sans dogmatisme, pas à pas, aller vers plus de conscience de ce qui nous est réellement utile. Concernant la viande, c'est cher, c'est toxique, c'est lourd en conséquences sociales et environnementales… ok pour en prendre s'il le faut, mais sinon, autant s'en passer. Ce n'est pas éthique : c'est juste logique.

La frugalité nécessite bien évidemment de ne plus passer par mille et un experts, et de faire nous-mêmes au maximum ce que nous consommons, du moins d'en apprendre les rudiments. En plus de nous responsabiliser et de nous permettre de mieux juger de la qualité d'un produit consommé, cela nous permet aussi d'être plus autonomes, moins dépendants d'un système qui nous fait gerber.

L'anarchisme, c'est aussi se réapproprier les savoir-faire vitaux, pour la plupart perdus, fragmentés, dans le but d'une plus grande autonomie concrète et bien réelle. Sans en revenir au paléolithique, acquérir par exemple les savoirs de base de la cueillette des plantes comestibles (qui poussent à foison dans le pré d'à côté, un vrai garde-manger gratos !), en complément de céréales, paraît intéressant.



Comme la construction d'un lieu de vie, la gestion de l'eau, la cuisson, la gestion des petits bobos avec le minimum de matos pour un maximum d'efficacité… voilà de l'anarchisme, à mon avis tout aussi conséquent que celui des luttes sociales, et loin d'être incompatible, et même nécessairement lié - en vue d'une réappropriation de sa vie, de la confiance en sa capacité à gérer les choses sans médiation.

John Rackham



La grève, d'actualité ou dépassée ?

Aujourd'hui, les luttes sociales sont totalement contrôlées par les Bernard Thibault et autres Mireille Mathieu du syndicalisme, à de rares exceptions près. Le but de cet article va être de redonner un sens au mot grève dans toute sa diversité d'action, radicale ou volontairement défouloir. J'en profiterai pour faire des petites analyses de bon ou mauvais goût !!! Cela dépend de quel côté de la barricade on a bien voulu se placer, à savoir qu'il n'y a que deux côtés…

On pourrait aussi dire que je suis objectif, et encore Émile Pouget ou d'autres anciens n'auraient pas de mot assez durs pour qualifier “les partenaires sociaux” de leur travail de découragement des masses dans leurs luttes.

Le débrayage

C'est la cessation d'activité pendant une courte durée, maximum quelques heures.

Le débrayage est utilisé comme pression pour des négociations sur des effets à court terme ou des revendications mineures. Exemple : manque de chauffage, problèmes de primes, de salissures ou de casse-croûte etc. Il permet d'évaluer le rapport de force des deux côté, de préparer les travailleurs psychologiquement à la grève et de faire monter graduellement un mécontentement.

Le débrayage n'est pas très radical et donc souvent employé par nos chères centrales syndicales qui ne veulent absolument pas de réelles luttes des travailleurs par eux même.

La grève perlée

Débrayage d'une partie du personnel puis reprise tandis qu'une autre partie débraye et ainsi de suite. Avantage : perte de salaire minimum par individu tandis que l'établissement est pratiquement paralysé et que l'employeur paie ses salariés devenus peu productifs voire inactifs. L'employeur tentera de faire travailler les non-grévistes, l'encadrement ou les intérimaires. Si cela ne s'avère pas suffisant, il fermera l'entreprise pour un temps, c'est le *lock-out* qui lui évite de verser des salaires à des gens inactifs.

La grève du zèle

Application stricte ou excessive des consignes et des règlements entravant le bon fonctionnement de la production.

La grève limitée

Les salariés cessent le travail pour une durée limitée. Impact quasi nul si cette grève est annoncée à l'avance ou mal agencée avec l'emploi du temps de l'entreprise.

Par exemple: 2500 pilotes d'American Airlines se mettent d'un commun accord simultanément en congés maladies.

La grève illimitée

Cessation du travail par les salariés jusqu'à ce que ceux-ci décident de reprendre le travail. Avantage : exprime une radicalité, bloque tout ou partie de la production. Inconvénient : perte de salaire importante pour les grévistes. L'établissement peut continuer à produire avec des intérimaires, des non-grévistes. La production peut être réalisée sur un autre site. La grève générale est une grève illimitée.

Le piquet de grève

Mise en place de barrages pour empêcher les non-grévistes de pénétrer dans l'établissement pour réaliser l'ouvrage. Les conditions matérielles du piquet sont souvent déplorables : pas d'abris, les grévistes sont soumis aux intempéries. Il faut donc bien prévoir son piquet de grève (bidon métallique pour se réchauffer près du feu par exemple). Il va se créer des tensions entre les grévistes et les non-grévistes, les gérants ou patrons essaieront de faire reprendre le travail et de décrédibiliser le mouvement.

Ce mode d'action peut permettre de donner une mauvaise image de l'entreprise et ou de lui faire de la mauvaise publicité se qui peut être une pression pour les « négociations », tout dépend dans quel secteur cela est employé.

La grève avec occupation

Les grévistes investissent le secteur visé, évacuent les non-grévistes, détournent à leur profit la logistique : salles de réunions, réfectoires, dortoirs, photocopieuses, téléphones et véhicules. Il empêchent donc l'entreprise de fonctionner, ils créent un véritable rapport de force. Ils risquent de se faire expulser par les chiens de garde du capital, les CRS.

On peut citer l'exemple de l'usine de montre LIP en 1973 ou les ouvriers et ouvrières se sont radicalisés. À Châtellerault l'an dernier, l'usine New-Fabris fut occupée avec menace de la faire sauter avec des bouteilles de gaz et de destruction du matériel ce qui a en partie été fait.

La grève générale

(À ne pas confondre avec une grève nationale d'une journée comme on veut souvent nous le faire croire, comme récemment en Grèce.)

Grève inter catégorielle, inter sectorielle sur un territoire donné (région, pays, international). Cette grève se reconduit de jour en jour jusqu'à satisfaction des revendications pour les travailleurs. C'est une action consciente et concertée, ce qui la différencie de la grève généralisée. C'est l'arme voulue, souhaitée, défendue par les anarcho-syndicalistes. C'est l'acte ou toute une masse, qu'elle le sache ou non, « s'anarchosyndicalise ». En effet, à ce stade, les gens en lutte entendent défier leurs adversaires.

Ils ne s'en remettent pas au verdict des urnes, ni au gouvernement qui en est issu, ni aux promesses à venir. Les gens en lutte, s'appuyant sur l'action directe, entendent ici et maintenant faire aboutir leurs revendications. La grève générale marque et exprime l'affrontement de classes clairement. Si elle est massive, le rapport de force est optimum et d'autres choix peuvent apparaître.

Pour exemple le 1er mai 1886 à Chicago, sur la fameuse Haymarket Square, une grève générale est lancée pour satisfaire la revendication de la journée de 8h. 340 000 travailleurs se mobilisent.

La grève générale insurrection-nelle

Les grévistes, pour diverses raisons (misère sociale, provocation policière, ras-le-bol général ou volonté délibérée d'utiliser un moyen radical), deviennent émeutiers, barricadiers.
Le peuple se soulève ouvrant la perspective d'une possible expropriation des capitalistes.

En 1934, au Portugal, la CGT (syndicat mêlant anarchistes et communistes) déclenche une grève générale insurrectionnelle.

La grève générale expropriatrice

Les grévistes s'emparent des moyens de production, d'échange, de communication. Les entreprises, le commerce, les administrations sont placés sous le contrôle des travailleurs.

C'est le prélude à un changement social profond d'où peut sortir un monde égalitaire et, pourquoi pas, libertaire.

On trouve un exemple de grève générale expropriatrice (et insurrectionnelle) le 19 juillet 1936 en Espagne (le 18 juillet Franco faisait son coup d'état).

La CNT (Confédération Nationale du Travail) et la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) regroupaient plus d'1,2 millions d'adhérents.

Réapproprions nous nos luttes avec de vrai moyen, conscients de l'importance de créer un rapport de force efficace contre les attaques du pouvoir économique et politique.

Allons plus loin et envisageons la réappropriation des moyens de production par les travailleurs eux même. Par là, nous construirons une société égalitaire.

Mettons à bas les querelles de chapelle et soyons unitaires, oublions les drapeaux et convergeons vers ce qui nous unit, une même oppression et des intérêts communs.

Stokoï

Les membres du groupe Pavillon Noir
sont raviEs de vous offrir ce ravissant poster format A4,
qui décorera subtilement commissariats, permanences du FN, boulangeries
et autres petits commerces de centre-ville.

Tournez la page SVP...




FRANCAIS !
LE TERRORISTE
ANARCHO-AUTONOME
RÔDE!
PRENEZ GARDE !